



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 8 mars 2016

CAUSERIE

Illustration de l'image du jour : Soyez Charlie ! Le 4 mars 2016 Hollande décore de la Légion d'honneur le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Nayef, dit aussi chef des barbares de l'Emirat islamique qu'ils prétendent combattre ensemble... avec leur allié Erdogan qui emprisonne à tour de bras journalistes et opposants avec la bénédiction de l'UE et Washington, de l'OTAN ; A gauche, leur oeuvre en Syrie... Au milieu le Code du travail auquel Hollande voue le même destin. Au centre, peuples déracinés, manipulés entre les mains criminelles de l'islamo-sioniste Erdogan. En bas, le visage sans masque de la haine du peuple.

Je pouvais difficilement demeurer silencieux !

La loi Travail constitue le couronnement de la violente offensive engagée au milieu des années 80 par les représentants du capitalisme contre les droits ou acquis sociaux de l'ensemble des travailleurs.

La loi Travail est le produit de la crise qui ronge le capitalisme jusque dans ces fondements, elle témoigne que l'existence même de ce système économique est devenue incompatible avec les besoins ou droits élémentaires légitimes de toutes les couches de travailleurs que ces représentants entendent liquider tout bonnement aujourd'hui.

La loi Travail est l'expression d'un régime en faillite, à l'agonie, entré en putréfaction, d'un système économique basée sur l'exploitation et l'oppression, fondée à partir des inégalités sociales existantes entre les classes au profit de celle qui détenait les moyens de production et concentre les richesses, tous les pouvoirs économiques et politiques que les travailleurs doivent lui arracher pour qu'elle cesse de nuire à l'ensemble de la société.

Ce système économique s'est développé en recourant à la division du travail que les capitalistes ont poussé à l'extrême à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies, en surexploitant les masses laborieuses aux quatre coins du monde sans pour autant jamais être en mesure de satisfaire les besoins sociaux ou les aspirations des travailleurs et leurs familles.

Quant à la mondialisation dont les représentants du capitalisme vantent tant les mérites, elle a eu pour effet d'accroître la concurrence entre les travailleurs se traduisant par une régression sociale généralisée pour les uns, la surexploitation dans des conditions dignes du XIXe siècle ou de l'esclavagisme pour les autres sur fond de dictature implacable, les travailleurs étant privés de droits syndicaux et politiques ou ne pouvant pas exercer ce droit sans être intimidés, menacés, emprisonnés ou pire encore.

Elle a eu également pour effet de multiplier les guerres de rapine que les différents impérialistes se livrèrent sur tous les continents

au détriment des droits de tous les peuples opprimés sauvagement agressés, massacrés, dont les pays furent en grande partie détruit, afin que les richesses dont ils disposaient continuent de profiter en priorité aux multinationales, à l'oligarchie qui a pu ainsi accroître sa puissance, étendre, concentrer le pouvoir dans des proportions inouïes, dépossédant les peuples de tous leurs droits, les vassalisant, conformément à son idéologie destinée à pérenniser leur domination de classe gravement menacée par la crise qui ruine inexorablement le capitalisme.

Contrairement au mythe largement répandu, depuis son avènement le régime capitaliste a toujours rimé avec esclavage, surexploitation, haine, violence et guerre ininterrompue à travers le monde, jamais il n'a été synonyme de bien-être, harmonie ou paix pour tous les peuples qu'il est parvenu à asservir par la ruse ou la démagogie, achetant ou corrompant les représentants des travailleurs ou encore, en recourant à l'usage de la force, à la répression, à l'assassinat de ses opposants, à des coups d'Etat, à la guerre civile, au terrorisme, à des agressions armées à l'aide de mercenaires sanguinaires (Al-Qaïda et l'Emirat islamique dernièrement), imposant ainsi des souffrances sans nombre aux peuples épris légitimement de justice, de démocratie, de liberté et de paix.

Chaque fois que certains peuples ou certaines couches de travailleurs bénéficièrent d'une amélioration de leur condition suite à leur lutte de classe ou mobilisation, ou que les capitalistes leur accordèrent de nouveaux droits en rapport avec les besoins de développement de leur système économique, cela se traduisit par l'aggravation des conditions d'exploitation ou une profonde détérioration des conditions d'existence de couches entières de travailleurs dans leur propre pays ou de peuples entiers ailleurs dans le monde, préfigurant ce qui attendait à terme l'ensemble des travailleurs des pays dits développés ou dominants qui seraient tôt ou tard livrés au même traitement inhumain, sauvage, barbare, conséquences directes d'un modèle économique ayant épuisé ses tâches historiques.

Le régime capitaliste est parvenu de nos jours à un stade de putréfaction dans laquelle il entraîne l'ensemble de la société et l'humanité, où il n'est plus en mesure de permettre à la majorité des couches de travailleurs de vivre décemment de leur travail, et auxquels il promet un avenir pire encore ainsi qu'aux générations futures pour l'avoir déjà largement hypothéqué, en se maintenant en vie artificiellement depuis de longues décennies en recourant à un système financier mafieux sur le plan économique, en pratiquant le déni et l'imposture sur le plan politique, sous prétexte de lutter à la fois contre une crise économique qui est inhérente à sa nature ou à laquelle conduisent infailliblement ses contradictions, ce que ses représentants ne peuvent avouer sous peine de ne pas pouvoir justifier la politique d'austérité ou de régression sociale généralisée que ses représentants imposent à l'ensemble des travailleurs, et contre le terrorisme qu'il a contribué à créer, qu'il alimente, qui est à son image et qui est le produit de sa propre dégénérescence, au point de ne plus tolérer l'expression la plus élémentaire de la démocratie, ce qui en pratique s'est traduit par l'adoption de lois toujours plus liberticides, répressives, destinées à contrôler toujours davantage les faits, gestes ou pensées de la population, à laquelle ils entendent imposer un modèle de société profondément injuste et inégalitaire basée sur un individualisme débridée et cynique, auquel correspond l'absence de droits sociaux et politiques collectifs des travailleurs, qui sont invités à se soumettre de gré ou de force au traitement que le marché ou l'oligarchie financière, le capitalisme leur a réservé.

Partant du constat que nos droits sociaux et politiques sont incompatibles avec l'existence du régime capitaliste, soit les travailleurs et les militants se rassemblent, s'unissent pour combattre pour ces droits dans la perspective de mettre fin au régime capitaliste, s'emparer du pouvoir politique puisque c'est la condition impérative pour entrevoir la satisfaction de nos besoins sociaux et notre aspiration légitime à vivre dans une société meilleure et plus juste, soit on adopte une autre orientation politique consistant à vouloir faire reculer le gouvernement, ce qui de fait ne réglerait absolument aucun problème auquel les travailleurs sont confrontés, après avoir constaté au fil des ans ou des décennies que d'une manière ou d'une autre les capitalistes parvenaient toujours à leurs fins...

Voilà l'orientation politique que nous proposons aux militants et aux travailleurs.

Volontairement pour ne pas alimenter la polémique, alors qu'il y a largement de quoi faire, nous nous sommes abstenus d'entrer dans les détails de ce projet de loi, ainsi que la manière dont les uns et les autres l'ont interprétée, toutes les manoeuvres politiques dont elle fait l'objet, la réaction des différents syndicats, cependant on ne peut pas s'empêcher de relever que cette loi ne concerne pas les 5 millions de fonctionnaires, les 14 millions de retraités, indirectement les 6 à 8 millions de chômeurs parfois prêts à accepter un emploi sous n'importe quelle condition, les millions de jeunes encore scolarisés qui n'ont qu'une vague idée de ce que lui attend plus tard, et à un certain niveau les millions de travailleurs abandonnés à leur triste sort et qui sont déjà soumis aux conditions d'exploitation qui prévaudraient si cette loi était adoptée, ainsi on aura compris qu'elle concerne plus directement l'aristocratie ouvrière, les salariés des entreprises du CAC 40, les couches moyennes, la maîtrise et l'encadrement qui bénéficient de privilèges par rapport au reste des exploités, bref, les couches qui constituent en grande partie le fond de commerce des syndicats dans le secteur privé, ainsi que celui des partis dits de gauche ou d'extrême gauche puisqu'ils sont indissociables, ce sont ces couches et leurs rejetons (étudiants et lycéens) qui se mobilisent parce qu'ils sont principalement visés.

Cela n'enlève rien à leur mérite si elles se mobilisent contre cette loi, encore faut-il savoir de quoi et de qui on parle et quelle orientation a pris ce mouvement social, quelle orientation leur propose les différents acteurs politiques, ceci afin de ne se faire aucune illusion sur l'issue de cette bataille ou ce qu'on est en droit d'en attendre, c'est préférable.

Notre orientation n'a pas vocation à rassembler les masses contre le régime puisque nous n'en avons pas les moyens matériels ou militants, elle a juste vocation à préciser à quel moment cette loi intervient et dans quel cadre s'inscrit la mobilisation des masses de manière à pouvoir combattre à la fois le gouvernement, le capitalisme et l'opportunisme.

Notre orientation rejoint en partie celle développée par le POID. Notre orientation est subordonnée non pas à l'objectif de faire reculer le gouvernement, mais à la nécessité de construire le parti ouvrier révolutionnaire sans lequel il n'y aura jamais de changement de régime ou aucun changement politique ne pourra intervenir, même si 10, 20 ou 30 millions de travailleurs descendaient demain dans la rue.

Je vous rappelle que, bien que le CPE ait été retiré, il existe toujours plus de 20 contrats de travail précaires, on pourrait en dire autant des 35 heures, sachant que des millions de salariés travaillent en fait entre 38 et 40 heures par semaines, parfois plus encore. Etc. Etc., alors pas de démagogie entre nous s'il vous plaît, cela n'a jamais servi notre cause, le socialisme.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mars 2016

CAUSERIE

Cela me démangeait et je n'ai pas pu résister !

Il n'y a pas "erreur".

Valls s'est à nouveau livré à un amalgame ordurier dénonçant "*un antisémitisme dans l'extrême gauche*" et visant la population "*des quartiers populaires*" issue de l'immigration, lors du 31^e dîner annuel de l'organisation sioniste d'extrême droite, le Crif, déclarant notamment : "*il y a la haine d'Israël, il y a l'antisémitisme, et il y a l'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël*", annonçant dans la foulée une mesure réclamée à cor et à cri par le président du Crif rappellera Libération, consistant à criminaliser la simple référence ou la condamnation des crimes commis par l'Etat sioniste qui pourrait être assimilée à un acte antisémite donnant lieu à des poursuites judiciaires : "*La disposition visant à sortir les délits antisémites et racistes du droit de la presse pour les faire rentrer dans le droit commun figurera dans le projet de loi Egalité et citoyenneté, soumis au Parlement au printemps*" (Source : AFP 08.03) Une nouvelle loi liberticide en perspective.

Sur ce, Libération racheté par le milliardaire sioniste P. Draghi s'est fendu d'un article au titre trompeur destiné à diffuser la propagande officielle Antisionisme et antisémitisme : l'erreur de Valls, qui n'en était pas vraiment une vous vous en doutez bien.

Libération - A l'extrême gauche, enfin, la critique haineuse d'Israël - placée sous l'étiquette «antisioniste», qui suppose, au pied de la lettre, la destruction de l'Etat d'Israël - confine, à force de simplification propagandiste, aux préjugés antijuifs qui ont suscité tant de crimes.

Manuel Valls s'en serait tenu là qu'il aurait reçu une approbation sans mélange. (Cela revient finalement à adopter l'amalgame de Valls entre antisionisme et antisémitisme... et à s'en féliciter ! - LVOG)

... mais qu'on se rassure :

Libération - les mouvements trotskistes, souvent dirigés par des Juifs, ont condamné le sionisme. Ils n'étaient pas antisémites...

Compte tenu que les médias institutionnels assimilent généralement les trotskistes à l'extrême gauche, cela revenait à les caractériser d'antisémites après avoir affirmé qu'ils ne l'étaient pas !

Après avoir rappelé qu'autrefois "*l'antisionisme fut aussi le fait... d'organisations juives*", notamment le Bund qui désapprouvera "*la création de l'Etat d'Israël*" et qu'"*aujourd'hui, une partie très minoritaire de l'opinion juive reste sur cette position*", histoire de falsifier les faits ou de faire croire que parmi les juifs qui constituent une infime minorité de la population mondiale, dans le monde seule une minorité soutiendrait l'antisionisme, ce qui n'est évidemment pas vraiment le cas de Libération, merci on s'en était déjà aperçu, et "*l'erreur*" si erreur il devait y avoir eu aurait consisté à en douter, ce qui ne risque pas d'arriver après ces précisions, on est bien en présence d'un porte-parole du sionisme et du gouvernement Hollande-Valls.

Si on ne peut pas accuser Valls d'avoir saisi (une nouvelle fois) cette occasion pour ressortir son amalgame nauséabond, on notera en revanche que la dénonciation de l'extrême gauche ou des trotskystes par Libération n'est pas anodine, car elle intervient au moment même où ils sont en premières lignes dans le combat pour exiger le retrait du projet de loi travail.

Les mythes ont la vie dure, mais ne sont pas éternels.

Dans une causerie antérieure j'estimais que la caste bureaucratique qui gouverne Cuba depuis 1959 s'était maintenue au pouvoir jusqu'à nos jours avec l'aval des Etats-Unis, et qu'il s'était instaurée une sorte de connivence entre les deux régimes qui profitaient de cette situation sur le plan politique en fonction de leurs intérêts spécifiques et plus particulièrement ceux des Américains.

A l'époque je n'avais pas pu étayer cette affirmation basée sur le constat qu'à tout moment les Etats-Unis auraient pu faire qu'une bouchée de Cuba, ce qui semblait plausible ou logique au regard de la supériorité militaire écrasante des Américains et du soutien qu'ils n'auraient pas manqué de recevoir des autres puissances occidentales alignées sur Washington ou vicéalement anticommunistes, sans pour autant que l'on caractérise le régime cubain de communiste il faut préciser.

Raul Castro Ruz l'a confirmé à sa manière en expliquant qu'en cas d'agression américaine l'URSS n'aurait pas bougé le petit doigt pour voler au secours du régime castriste dont en principe les jours étaient comptés, or ce ne fut pas le cas et il bénéficia de la magnanimité des autorités américaines. Et Raul Castro Ruz précisa en 1993 que les Cubains le savaient "*depuis longtemps*".

Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi, alors qu'ils en avaient les moyens les Américains n'ont-ils pas éliminé ce régime situé à une encablure de leurs côtes comme ils ont pu le faire ailleurs dans le monde en Afrique, Asie, Amérique latine ainsi qu'en Europe au XXe siècle ? Comment comptaient-ils exploiter idéologiquement l'existence de ce régime qui se voulait communiste, anti-impérialiste ? A quoi pouvait-il leur servir ? Quel bénéfice politique espérait-il en tirer ?

En quelque sorte il suffit de poser ces questions pour avoir la réponse : diviser le mouvement ouvrier entre les opposants et les défenseurs du régime cubain, entre les sociaux-démocrates alignés sur Washington et les staliniens alignés sur le Kremlin, entre les différentes fractions de l'avant-garde trotskyste, maoïste, castriste, guévariste qui se déchireraient sur la caractérisation politique du régime cubain et le niveau du soutien qu'elles étaient disposées à lui apporter.

La construction du socialisme dans un seul pays s'avérant impossible, le régime cubain contrôlé par une caste bureaucratique parasitaire n'allait pas pouvoir permettre à la majorité du peuple cubain d'accéder à un niveau de vie décent et emploiera les mêmes méthodes que les staliniens de Moscou pour se maintenir au pouvoir. Cette situation sera sans cesse exploitée par les Américains pour détourner les travailleurs du monde entier du socialisme ou du communisme qui en auront ainsi une image détestable.

Parmi les cercles dirigeants américains, certains proposeront d'en finir une fois pour toute avec le régime cubain après la disparition de l'URSS, tandis que d'autres privilégieront l'exploitation politique qu'ils pourraient faire des contradictions du régime cubain qui seraient aggravées par l'embargo qu'ils allaient lui imposer, et c'est finalement ce second scénario qui l'emporta au grand soulagement des Castro.

On aura compris que la résistance "*héroïque*" des autorités cubaines face à l'agresseur américain a été largement un mythe fabriqué (et alimenté) de concert par Washington et la Havane dans leur lutte conjointe contre la révolution socialiste mondiale. C'est dans ce cadre et en tenant compte de cet objectif qu'il faut replacer le soutien apporté par Cuba à certains mouvements progressistes ou de libération nationale à l'instar de l'URSS, et non dans le but de propager le socialisme dont les castristes sont des ennemis au même titre que les staliniens et maoïstes, et la pire image qu'ils en donnèrent demeurera leur soutien à des groupes armés coupés de la population laborieuse, reléguant le socialisme à une vulgaire aventure gauchiste et guerrière.

Un jour j'ai écrit qu'il aurait sans doute été préférable que l'URSS et la Chine ainsi que leurs satellites respectifs disparaissent le plus rapidement possible, de manière à ce que les tenants du capitalisme ne puissent pas exploiter plus longtemps cette formidable amalgame ou mystification qui consista à faire dériver le stalinisme du socialisme.

Le soutien militaire des Cubains à la guerrilla armée en Afrique et en Amérique latine ou à certains régimes devait aussi permettre aux Américains de justifier ou légitimer en réponse devant ce qu'on appelle leur opinion publique et l'opinion publique internationale leurs propres opérations militaires, l'augmentation de leur budget militaire et l'installation de nouvelles bases militaires dans de nombreux pays, avantage non négligeable.

Pour conclure, il ne nous aura pas échappé que la récente "*réconciliation*" intervenue entre les autorités américaines et cubaines, l'ouverture de Cuba au marché et l'assouplissement du sort que le régime cubain réserve à ses opposants, qui pour la plupart sont des agents de Washington ou manipulés par les Américains, sont intervenus au moment où les Américains se sont trouvés un nouvel ennemi à combattre qu'ils ont largement contribué à fabriquer pendant des décennies, Daesh, du coup les Américains n'ayant plus besoin d'entretenir le mythe de la menace cubaine ou du communisme, et les Cubains ayant compris de leur côté que cette farce était parvenue à son terme ou qu'elle n'avait plus aucune utilité, ils étaient préférables qu'ils s'entendent à l'amiable sur la manière de sortir de cette situation ou pour normaliser leurs relations sans que ce secret de polichinelle ne vienne à s'ébruiter ou que sa divulgation ne porte atteinte à leur image.

C'est en grande partie réussi, puisque personne ou peu de gens ne s'attardent sur cet aspect des relations entre les Etats-Unis et Cuba ou ne remettent en doute une fois de plus la version officielle sur laquelle les uns et les autres s'étaient accordés depuis plus d'un demi-siècle.

On pourrait dire qu'une mystification en chasse une autre devenue obsolète, la lutte contre le terrorisme ayant supplanté la lutte contre le communisme, cette dernière est reléguée au second plan sans être totalement enterrée, puisque le spectre du communisme pourrait à nouveau hanter le monde au cours de la lutte des classes à venir. Le mythe du communisme incarné par l'URSS, la Chine, Cuba, etc a largement atteint son objectif, il ne reste plus aux Américains qu'à manier habilement l'arme redoutable du terrorisme pour les déstabiliser et en prendre le contrôle ou les soumettre à leur politique néolibérale, bref, parvenir à leur objectif final qui consiste à formater le monde à leur image.

Sans ennemi les gouvernements occidentaux ne pourraient pas justifier leur politique liberticide tournée contre leur propre peuple et leurs guerres.

- L'un des secrets les mieux gardés de l'Histoire de la Révolution cubaine - michelcollon.info 02.02.16

Le 15 septembre 1981, Raul Castro Ruz, alors ministre des Forces Armées Révolutionnaires et deuxième personnage politique de Cuba, rencontra à Moscou le plus haut dirigeant soviétique, Léonid Brejnev. Lors de cette réunion, le général Castro apprit que son pays pourrait se retrouver seul face à une agression de l'administration Reagan. Cette affaire fut probablement l'un des secrets les mieux gardés de l'Histoire de la Révolution cubaine.

(...)

Raul Castro Ruz - La partie soviétique nous a fait savoir qu'elle n'était pas en état de donner aux États-Unis un quelconque avertissement relatif à Cuba, ni même de rappeler à Washington l'engagement de Kennedy d'octobre 1962, continuellement remis en question par chaque administration yankee (...)

(...)

Depuis longtemps, nous avons la conviction que l'URSS ne se lancerait pas dans une guerre pour Cuba et nous savions qu'il faudrait seulement compter sur nos propres forces pour nous défendre, mais ce fut justement à ce moment de grand danger que la direction soviétique nous fit solennellement, clairement et officiellement savoir que face à une éventuelle agression militaire du Pentagone, Cuba se retrouverait dramatiquement seule. Il ne t'échappera pas que le fait de connaître cette position soviétique aurait signifié pour les États-Unis l'encouragement à une nouvelle agression, sachant qu'ils jouiraient d'une totale impunité.

Cela nous obligea à garder jalousement le secret pour ne pas inciter l'ennemi, et à redoubler notre préparation pour livrer la Guerre de Tout le Peuple si l'impérialisme nous l'imposait. (...) Fin de l'extrait.

Castro en livrant ce "secret" n'aura finalement fait que tenter d'entretenir indéfiniment cette mystification que nous continuerons de combattre.

Entre nous, ce "secret" avait dû être largement éventé dès lors que les jours de l'URSS étaient comptés... A croire que ce discours de Castro était réservé aux staliniens et aux crypto-staliniens, ainsi qu'aux scribouillards de l'histoire officielle, aux manuels scolaires.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 mars 2016

CAUSERIE

Même sans actualiser le site je suis débordé ! Et je ne dors que 5 heures par nuit 6 jours sur 7 !

Pour tout vous dire, je consacre plus de temps à réfléchir aux conclusions auxquelles je suis parvenu, je reprends tout à zéro une énième fois sans a priori, plutôt que m'attarder à lire des articles qui ne nous apprennent rien de nouveau la plupart du temps ou ne nous éclairent pas davantage. Question de temps et d'efficacité, de productivité comme dirait monsieur Gattaz ou Macron, c'est la même chose !

[Unité des travailleurs et de la jeunesse avec leurs partis et organisations pour le retrait de la loi travail !](#)

Quelques réactions qui donnent le ton de ce mouvement social.

Francetv info - Ils étaient nombreux à Paris mais également dans toutes les grandes villes. Plus de 250 manifestations, 500 000 personnes selon les syndicats. Deux fois moins d'après la police. 100 000 personnes à Paris, 10 à 15 000 à Bordeaux, autant à Rennes. La mobilisation avait pour but d'envoyer un message au gouvernement. Ils ne veulent pas de la réforme du Code du travail.

"Sur le fond de cette journée de mobilisation, l'ensemble des personnes que j'ai pu rencontrer lycéens, étudiants ou salariés, toutes les personnes disent la même chose. Ils ne veulent pas d'aménagements concernant cette loi El Khomri et veulent sa suppression pur et simple", rapporte Josselin Debraux pour France 3.

Les manifestants appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 17 mars prochain.

- Des slogans contre le gouvernement, pas seulement contre la loi El Khomri. "Déjà il y a la loi travail que je trouve vachement abusive, et y'a aussi un ras-le-bol général par rapport à toutes les lois, par rapport à l'État d'urgence, par rapport au gouvernement de François Hollande et Manuel Valls", explique un étudiant.

- "On a élu un gouvernement de gauche qui fait des lois que même la droite n'oserait pas passer. Y'a plus de droits du travailleur dans cette loi", s'indigne une jeune manifestante. "Je pense que les jeunes font très peur au gouvernement, car le mouvement de jeunes c'est par principe incontrôlable", ajoute une jeune fille. Francetv info 09.03

AFP - Dans le cortège, Mélody, 18 ans, se disait prête à "lutter jusqu'au retrait" du projet de loi travail, comme plusieurs milliers de jeunes descendus dans les rues de la capitale à l'appel de syndicats et organisations de jeunesse (Unef, UNL, EELV, Front de gauche, Jeunes communistes).

"C'est pas normal qu'on fractionne nos droits au travail comme ça", dénonce cette étudiante en première année de licence à l'université Paris-Diderot, "scandalisée" par ce gouvernement de gauche prêt, selon elle, à prendre à la jeunesse "tous les droits légués par les anciens".

"Ce sont les travailleurs qui apportent leur force de travail, c'est nous qui créons de la richesse, pas les patrons", explique Lucas, 21 ans, ouvrier dans un théâtre parisien. "Ce qui fait mal, c'est que c'est la gauche qui est au pouvoir et promeut des valeurs de droite", insiste le jeune homme, "politisé mais pas encarté".

"Ce qu'on veut, c'est le retrait de la loi", martèle aussi Paul, 17 ans, en terminale scientifique dans un lycée parisien. "En tant que jeunes, on est déjà assez précaires et cette loi fait de nous des précaires à vie." AFP 09.03

Liberation.fr - Fac de Paris-X, à Nanterre. Les prises de parole se succèdent, avec un dénominateur commun : les «potentialités» d'un vaste mouvement social existent. Le «ras-le-bol» de la politique menée par le gouvernement socialiste pourrait conduire, à les croire, à une «convergence des luttes».

Lucas, étudiant en licence de psychologie, est satisfait. «Il faut qu'on laisse nos différences de militantisme de côté pour amplifier le mouvement. Les gens sont presque unanimement contre la loi El-Khomri, il faut en profiter. Le fait que la mobilisation aujourd'hui soit assez forte va inciter plus de monde encore à se bouger demain.». Liberation.fr 09.03

Huffington Post - Cette première démonstration de force des anti-loi Travail, improvisée à la hâte sans véritable coordination syndicale, est d'ores et déjà un succès. En unissant leurs forces dans la rue, malgré le froid et la pluie, les sept familles des adversaires du texte (syndicats, partis politiques de gauche, frondeurs socialistes, étudiants et lycéens, pétitionnaires et internautes) ont démontré que l'opposition à la future loi Travail n'a rien de virtuel. Plus inquiétant encore pour le gouvernement, ce tour de chauffe social ressemble à s'y méprendre à celui du 7 février 2006, date des premières manifestations anti-CPE qui avaient réuni entre 218.000 et 400.000 personnes. Huffington Post 09.03

La journée de mobilisation d'hier ne constitue pas un tournant politique dans la situation, nous y reviendrons si nécessaire dans quelques jours.

[Sauve qui peut : Faites chauffer la planche à billets des faux monnayeurs !](#)

- Des taux proches de zéro pour très longtemps encore - Reuters 09.03

Les marchés financiers internationaux ont certes rebondi après les turbulences du début de l'année mais les scénarios de croissance et d'inflation intégrés dans les niveaux de prix de nombreux actifs laissent penser que l'économie mondiale est condamnée à une stagnation prolongée et à des taux d'intérêt proches de zéro pour au moins une décennie encore.

Les courbes des swaps de taux d'intérêt au jour le jour sont édifiantes: elles impliquent que le principal taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) ne repassera pas au-dessus de 0,5% avant 13 ans et qu'il aura du mal à franchir le seuil de 1% pendant les soixante prochaines années.

La situation est pire au Japon où le principal taux directeur resterait, à en croire ces courbes, sous 0,5% pendant encore au moins 30 ans.

Même aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les deux grands pays occidentaux les plus avancés sur la voie de la normalisation monétaire, le marché des swaps de taux au jour le jour ne permet pas d'envisager un retour des taux directeurs à 1% avant six ans dans le premier cas et dix ans dans le second.

"Bien que les taux soient bas, ils ne sont pas accommodants", prévient toutefois Harvinder Sian, responsable de stratégie taux chez Citi. "L'ère des taux zéro va encore durer des années et des années, je ne serais pas surpris qu'elle se prolonge pendant cinq à dix ans."

Le Japon, la zone euro mais aussi la Suisse, le Danemark et la Suède se caractérisent par des taux négatifs sur les dépôts des banques auprès de la banque centrale, mais aussi sur la dette souveraine pour des maturités jusqu'à un minimum de cinq ans au Danemark et jusqu'à 20 ans en Suisse.

Un long combat.

Si les prix de marché sont parfois jugés irréalistes dans un environnement de liquidité très abondante, les politiques de taux d'intérêt proches de voire inférieurs à zéro ont aussi soulevé des interrogations.

Elles sont pourtant toujours en vigueur et 46 banques centrales ont assoupli leur politique monétaire depuis début 2015, neuf d'entre elles affichant des taux directeurs inférieurs à 1%.

La BCE et la Banque du Japon, qui ont adopté des taux négatifs, s'apprêtent à assouplir encore leur politique monétaire soit en allant plus avant encore dans cette voie soit en amplifiant leur programme de rachats d'actifs.

Si les banques centrales de deux des principales monnaies de réserve du monde assouplissent leur politique monétaire, la conséquence risque d'être une appréciation des deux autres - le sterling et le dollar - ce qui réduit les prix des produits importés et déprime les exportations au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, atténuant le besoin d'un durcissement de la politique monétaire dans ces deux pays.

Le long combat du Japon contre la déflation n'a rien d'encourageant. Confronté aux conséquences de l'éclatement d'une bulle immobilière et boursière, la Banque du Japon est entrée dans le monde des taux zéro au milieu des années 1990... et n'en est toujours pas sortie, malgré un taux de chômage très faible et un ratio d'endettement public sans équivalent.

"Les risques actuels de voir une inflation faible durablement installée basculer vers la déflation (...) sont au moins aussi graves que le problème de l'inflation des années 70. Ils nécessiteront eux aussi un changement des paradigmes de la politique économique pour être surmontés", a écrit la semaine dernière l'ancien secrétaire d'Etat américain au Trésor Larry Summers.

Pour la plupart des observateurs, le Japon montre qu'une stimulation monétaire massive par la banque centrale ne permet pas systématiquement de ranimer l'inflation ou les anticipations d'inflation, la demande intérieure et finalement la croissance, un phénomène connu sous le nom de "trappe à liquidité".

Pour Joseph Gagnon, chercheur au Peterson Institute for International Economics et ancien économiste auprès du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, tous les pays ne sont pas pour autant dans la situation du Japon.

Ainsi aux Etats-Unis, l'inflation de base et le taux de chômage sont proches des objectifs de la Fed. (Pas vraiment en réalité sinon la Fed ne poursuivrait pas la même politique, CQFC. Il faut se méfier du discours trompeur de l'AFP... - LVOG)

Mais pour lui, "si le Japon et la zone euro n'assouplissent pas leur politique de manière beaucoup plus agressive, ils resteront englués avec des taux zéro ou négatifs pendant des années." AFP 09.03

Quand une banque dépose 1 milliard de dollars ou euros à la Fed ou à la BCE par exemple, ce milliard n'est certes pas rémunéré ou très faiblement, idem pour les obligations à taux proches de zéro ou négatifs, en revanche en échange elle peut recevoir 10 milliards de dollars de la banque centrale à un taux d'intérêt identique, donc pratiquement gratuitement, ensuite elle prête cet argent à des entreprises ou particuliers à des taux minimum 200 % supérieurs. Si par exemple la banque vous prête 1 euro et que vous le prêtez à votre tour et que vous en obtenez 3, vous réaliserez un gain substantiel, puisque 1 euro reviendra à la

banque quand vous la rembourserez et 2 euros resteront dans votre poche. Si vous empruntez de l'argent à 1% et que vous le prêtez seulement à 2%, vous réaliserez une plus-value de 100%, 200% à 3%, etc, appliquez cela à des sommes colossales et votre fortune gonflera démesurément en dormant !

En gros, les banques centrales en sont arrivées à fabriquer de la fausse monnaie parce que le système capitaliste a déjà épuisé ses réserves (soit que le taux de profit soit trop bas, soit que les placements rentables soient devenus rares hormis la spéculation et autres manipulations financières), et par ce biais il hypothèque à la fois son avenir et celui de l'humanité en escomptant ou pompant les profits à venir de l'économie productive déjà largement hypothéqué dont témoigne le faramineux endettement mondial (plus de 200.000 milliards de dollars officiellement), ce qui explique et justifie leur politique néolibérale, la régression sociale généralisée qu'ils entendent imposer aux travailleurs du monde entier pour récupérer une partie plus importante de la plus-value produite au cours du cycle du capital.

Ceci n'est qu'un aspect de la situation, que l'on ne peut comprendre sans la relier à la stratégie politique qu'ils se sont fixés et qui détermine une partie des mesures qu'ils sont amenés à prendre. Sinon on ne peut pas comprendre pourquoi leur système économique ayant dépassé le stade de la faillite se maintient malgré tout en vie, artificiellement par des moyens de type mafieux.

C'est ainsi que la spéculation effrénée à laquelle ils se livrent et dont ils tirent des profits gigantesques, n'est pas seulement le pendant de la baisse du taux profit ou de la faillite du capitalisme en crise permanente, elle a également ou surtout pour fonction d'accroître la puissance et le pouvoir de l'oligarchie qui a parfaitement conscience que le capitalisme est gravement menacé, condamné à disparaître ou qu'il ne peut plus concourir au développement de la civilisation humaine, préparant les conditions politiques destinées à instaurer un nouvel ordre mondial dont on peut de plus en plus nettement percevoir les contours sur tous les plans, aboutissant à une dictature mondiale dirigée par l'oligarchie et les intellectuels à son service, dans un monde militarisé, livré à l'arbitraire, une société policière, la population étant placée sous étroite surveillance, ne disposant plus d'aucun droit collectif social ou politique, totalement atomisée, individualisée, où domine le nihilisme sur fond d'imposture, de corruption des esprits, etc. et ce en recourant aux instruments numériques, au terrorisme, sans oublier la collaboration de classe avec les partis dits ouvriers ou de gauche et les dirigeants syndicaux ou syndicats inféodés au capitalisme et ses institutions.

Ces centaines de milliers de milliards de dollars que les banquiers se distribuent généreusement ont à la fois pour vocation d'empêcher que le système capitaliste ne s'effondre sur lui-même, tout en liquidant les bases sur lesquelles il reposait puisqu'elles constituent une menace mortelle pour lui sous la pression de la lutte de classe des exploités, ils servent donc à s'en émanciper ou à préparer l'avènement d'un modèle de société tellement antisocial, inhumain, cynique, qu'on a du mal à se l'imaginer, en quelque sorte ils en sont arrivés au stade où il leur faut réaliser le socialisme à l'envers pour assurer leur survie, ce qui nécessite d'asservir la totalité de la population en lui ôtant les moyens ou droits de s'y opposer ou de contester le nouvel ordre établi.

Un jour un crétin de lambertiste m'avait interpellé en me demandant pourquoi ils n'employaient pas ces centaines de milliers de milliards de dollars pour sauver le capitalisme, pardi, mais parce qu'ils savent pertinemment que c'est impossible tout simplement ! Les banquiers sont parfois plus marxistes dans leurs analyses que bien des militants. Eh oui les oligarques sont pragmatiques ! Ils partent uniquement de la réalité et non de dogmes pour déterminer les mesures financières et la stratégie politique qu'ils doivent adopter pour sauver leur peau ou garantir leur domination de classe. Quand on l'ignore on se perd en prédictions oiseuses ou théories foireuses.

Nous en sommes arrivés au point où ce sont les oligarques qui dictent la politique économique, sociale et politique que les différents gouvernements dans le monde doivent appliquer, autrement dit tous les partis politiques qui se succèdent au pouvoir ainsi que l'ensemble des institutions ne sont plus que des instruments (ou des relais) de l'aristocratie financière qui dicte sa loi aux peuples du monde entier en fonction de ses besoins ou la stratégie qu'elle a définie pour conserver ses privilèges.

Maintenant en quoi cela est-il important de prendre en compte cet aspect mafieux de l'économie ? Parce qu'il est impossible d'expliquer autrement la situation. Un jour un camarade m'a fait la remarque qu'aussi bien les discours sur la crise ou la fin de la crise du capitalisme ne tenaient pas debout ou étaient incompréhensibles et il avait raison, car c'était mal poser la question. Pourquoi ? Parce qu'effectivement le capitalisme est bien en proie à une crise, mais en même temps il s'est donné les moyens d'empêcher qu'elle n'entraîne l'effondrement de leur système économique, du coup, observant qu'elle traîne en longueur depuis près d'une décennie, on peut être porté à penser que le capitalisme peut très bien s'en accommoder, qu'elle n'est pas si grave ou profonde qu'on aurait pu le croire ou qu'on a voulu le dire, pour ne pas dire qu'il pourrait être condamné à vivre avec de sorte que son avenir ne serait pas menacé ou serait assuré, au-delà qu'il aurait encore de beaux jours devant lui. Qui plus est, du fait que l'analyse classique du capitalisme est inopérante pour expliquer comment il parvient à survivre à cette crise sans qu'elle se traduise par son effondrement. Si on évacue le système mafieux que l'oligarchie financière a mis minutieusement en place pas à pas à partir des années 70, on ne peut pas comprendre pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore écroulé. Au final pour être bref, on dira que le système économique capitaliste est bien en crise si on s'en tient aux facteurs et aux lois qui régissent son fonctionnement à partir des fondements sur lesquels il repose depuis son origine, mais qu'il s'est doté d'instruments mafieux pour la contrôler et l'orienter en fonction d'une stratégie politique que les oligarques ont définie afin de conserver leur pouvoir. Ainsi la crise du capitalisme est en rapport avec ses fondements et non avec la capacité des capitalistes de trouver les moyens de le canaliser, l'instrumentaliser, l'alimenter ou la freiner, la contrôler, ce qui peuvent donner l'impression (fausse) qu'elle n'existerait

pas ou serait résolue ou en voie de résolution.

Le système financier mafieux que les oligarques ont mis au point sert à combler les lacunes ou tares du capitalisme, et une fois théorisé, légitimé par le biais de traités (transpacifique et transatlantique notamment) qui auront valeur de loi ou de législation, à terme il sera appelé à se substituer au capitalisme et à la lutte des classes, en tout cas c'est ainsi que ses concepteurs l'ont conçu et qu'il s'agit de l'interpréter pour le combattre.

Si maintenant on refuse d'entrevoir cette dimension ou qu'on s'en tient au discours classique sur le capital, on sera amené à développer une argumentation incohérente contredite par la réalité des faits, et qui plus est on se condamnera à s'empêtrer dans des contradictions sans fin sources de désaccords qui finalement ne mèneront nulle part.

Donc si on n'entend pas être soumis à la politique ou la stratégie que l'oligarchie financière entend nous imposer, qu'on entend les combattre, la première chose à faire consiste à rompre avec les partis et les institutions qui lui sont acquis, leurs agents au sein du mouvement ouvrier, dans les syndicats. Sinon il est impossible de définir une politique indépendante du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mars 2016

CAUSERIE

Service minimum.

Qu'on se le dise. Salauds de retraités !

- Retraites : des seniors de plus en plus pauvres Francetv info

Alors que de plus en plus de seniors cumulent retraite et travail, ils estiment également s'appauvrir. Leur sentiment correspond-il à la réalité ? "Ça va de plus en plus mal pour les retraités, d'autant plus que le minimum vieillesse n'a pas été revalorisé ces deux dernières années. Résultat, le nombre de retraités pauvres atteint le million : un million de retraités ont un revenu inférieur à 1 000 euros par mois", décrypte Olivier Poncelet, sur le plateau de France 3. Francetv info 10.03

- En France, plus de 450 000 personnes cumulent travail et retraite.

En 2016, les retraités français sont deux fois plus nombreux à travailler qu'il y a 10 ans. Et selon l'économiste Jean-Hervé Lorenzi, la tendance devrait encore s'accroître. "Le pouvoir d'achat d'un retraité est légèrement supérieur à ceux des actifs. C'est un équilibre non tenable à terme. Les pensions vont donc baisser et les gens travailleront plus longtemps", analyse-t-il pour France 3. L'an dernier en France, le revenu moyen d'un retraité s'élevait à 1 162 euros. Francetv info 10.03

Fainéants de jeunes !

- En France, 25% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. - Francetv info 10.03

Quand s'enrichir gratuitement vaut bien une prime de risque.

- La BCE sort l'artillerie lourde pour relancer l'activité et les prix - AFP

- La BCE baisse son principal taux directeur pour relancer la croissance - Francetv info

- La BCE rémunèrera les banques qui empruntent pour prêter - Reuters

La BCE va prêter aux banques au taux zéro et en plus leur verser une prime équivalente à 0,4% des prêts qu'elles auront accordés aux entreprises ou aux particuliers à des taux qui varient de 1 à 5, 6% ou plus. Elle n'est pas belle la vie de banquier !

Quand des monstres nous gouvernent.

- Les regrets de Manuel Valls sur la Syrie - Slate.fr

C'est une petite confidence glissée dans un long papier sur la politique internationale du président Barack Obama. Selon des propos rapportés par le magazine The Atlantic, le Premier ministre Manuel Valls a exprimé des regrets sur l'absence d'intervention américaine en Syrie en 2013, au moment où la ligne rouge des armes chimiques était franchie et qu'une intervention américaine semblait imminente. «En n'intervenant pas plus tôt, nous avons créé un monstre. [...] Si nous avions bombardé comme prévu, je pense que les choses seraient différentes aujourd'hui», a dit le Premier ministre, selon le journaliste Jeffrey Goldberg. Slate.fr 10.03

A l'instar de la Libye ou de l'Irak...

- Le prince héritier d'Arabie saoudite a reçu la légion d'honneur "à sa demande", selon "Causette" - Francetv info

Le magazine féminin Causette affirme, jeudi 10 mars, que le prince héritier d'Arabie saoudite a reçu la légion d'honneur "à sa demande". Or, l'entourage de François Hollande avait assuré, dimanche, que Mohammed ben Nayef avait reçu cette décoration "au titre de personnalité étrangère, une pratique protocolaire courante".

"Il me paraît indispensable de répondre à sa demande"

Pour affirmer cela, Causette met en ligne un échange de mails diplomatiques entre Bertrand Besancenot, l'ambassadeur de France en Arabie saoudite et David Cvach, le conseiller pour le Moyen-Orient de François Hollande. Le premier mail est envoyé le 2 mars par le premier au second.

"Cher David, je me permets de t'envoyer la copie jointe de la proposition de décoration pour le prince Mohamed ben Nayef", commence Bertrand Besancenot. Un message qui se termine par : "C'est aussi un geste envers le prochain Roi d'Arabie Saoudite. C'est dans ce contexte qu'il me paraît indispensable de répondre à sa demande de recevoir la Légion d'Honneur, à un moment où il souhaite renforcer sa stature internationale." (sic)

Réponse de David Cvach : "Aucune raison de ne pas le faire : il faut que ce soit discret vis à vis des medias mais sans dissimulation, si nous ne le faisons pas ce sera vu comme un camouflet et si on nous interroge on répondra lutte contre daech et partenariat économique et stratégique." (sic) L'échange se termine par la consultation de François Hollande sur le sujet, puis son approbation. Francetv info 10.03

[On n'est jamais mieux servi que par soi-même.](#)

- Les services de sécurité étudient la liste des 22.000 noms de Daech - LeFigaro.fr

- Le Pentagone annonce la capture du chimiste de l'Etat islamique - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 14 mars 2016

CAUSERIE

Demain j'ai rendez-vous au consulat de France pour préparer mon dossier de retraite, donc c'est très sérieux, après-demain je dois régler le problème du scooter encore en panne, je dois aussi trouver le temps d'aller porter plainte au commissariat de police de mon district contre le sale type qui ne m'a jamais remboursé les 500.000 roupies que je lui avais prêtés, ensuite les jours suivants je dois finir de couvrir la terrasse de la maison chauffée au fer blanc par un soleil de plomb, du coup la climatisation de la chambre doit fonctionner une bonne partie de la nuit parce que le plafond diffuse une chaleur insupportable, dès que je la coupe, la température remonte à vue d'oeil et impossible de dormir, comme la facture d'électricité, il me reste encore de la peinture à faire, le jardin à finir d'aménager, etc.

Le reste du temps je le consacre aux tâches ménagères que les deux femmes (Selvi et sa soeur Adi) qui partagent mon existence n'ont pas le temps de faire. C'est la moindre des choses, elles bossent 6 jours/sur 7, cuisiner de bons petits plats indiens pour se régaler ou se remonter le moral, quoique les filles affichent toujours une bonne humeur, chez nous quotidiennement chaque repas est gastronomique, à la fois un moment de détente et de plaisir, il en faut bien dans la vie n'est-ce pas ? l'air de rien cela prend du temps, je ne cuisine pas tous les jours, je cuisine pour plusieurs jours, chaque fois j'y passe

environ 3 heures, et puis cela leur fait tellement plaisir, on n'a rien sans rien, vous savez ce que c'est que les femmes, je déconne, à peine, pour une fois que je ne tombe pas sur des hystériques dépressives tyranniques, quel bonheur ! Vaut mieux finir polygame assumé que pervers, pédophile ou homosexuel, voilà qui va encore choqué les hypocrites ou les impuissants, je regrette juste que cela ne soit pas arrivé plus tôt. Et pour en rajouter une couche, je me suis réconcilié avec mon épouse dont je suis séparé, comme quoi je ne suis pas aussi rustre que certains le pensent, je sais aussi faire preuve de tact et de pédagogie, je laisse la démagogie à mes détracteurs. Détendez-vous, c'est bon pour la santé.

Passons à des choses plus sérieuses, bien que l'air de rien j'étudie le comportement de ces femmes, notamment le rapport entre l'arriération et l'absence de logique chez elles, je traque le moment où elle se développe, etc. je me livre à des expériences très instructives, sans être issues d'un milieu indigène ou sauvage elles n'en sont vraiment pas éloignées tant leur mode de vie et de pensée est rudimentaire tout en étant projetées dans un monde qui les dépasse où auquel elles ne comprennent rien, c'est passionnant. Cela me force à adapter mon discours ou ma démarche intellectuelle à leur niveau, ce qui n'est pas évident du tout, c'est bon pour découvrir l'origine du raisonnement, et oui il faut remonter jusque là, je dois m'y reprendre à plusieurs reprises, je teste différentes formules, je corrige mes erreurs, de quoi demeurer modeste par dessus tout ou ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, sinon cela ne fonctionne pas, et puis vaut mieux savoir où on en est soi-même, c'est préférable ! Un bon exercice pour tester et affermir sa force de persuasion, qui là encore ne fonctionne pas si elle n'est pas parfaitement honnête, absolument sincère, cela sert en politique, on ose l'espérer !

J'ai observé qu'il arrivait de plus en plus souvent ces derniers temps, qu'on trouve une info dans un article ou ce qui est présenté par son auteur comme un fait étayant une thèse ou autour duquel était construite sa démonstration, et de lire son démenti ou exactement l'inverse dans un article d'une autre source 24h ou à peine quelques jours plus tard, je parle d'articles publiés aussi bien par les médias institutionnels que par ceux qu'on appelle les médias alternatifs, ce qui franchement ne fait pas très sérieux.

C'est à se demander si leurs auteurs s'en aperçoivent ou s'ils s'en foutent, parce que leurs articles relèvent non de l'information mais de la propagande sans que leurs lecteurs en aient conscience de préférence.

Il est donc indispensable de prendre du recul par rapport aux faits qu'on recueille ou de vérifier leur authenticité, ce que la plupart des lecteurs ne feront pas faute de temps ou de volonté, ce dont on ne peut pas leur reprocher, mais en fera la proie idéale des faussaires ou manipulateurs en tous genres.

Sans tomber dans la paranoïa, nous appelons nos lecteurs à la plus grande vigilance qui soit, et qu'ils ne se laissent pas abuser par ceux qui tiennent en apparence un discours radical ou se veulent critiques vis-à-vis des médias, car le plus souvent ils emploient les mêmes méthodes, donc finalement ne les aident pas à comprendre la situation ou à trouver la voie pour en finir avec le régime. Notre avertissement risque de tomber dans l'oreille de sourds puisque

[Pourquoi la Loi travail qui a notamment pour objet de faciliter les licenciements, contribuerait-elle à créer des emplois ?](#)

Pourquoi poser cette question ? Mais parce que la plupart des commentateurs favorables ou opposés à ce projet de loi ne comprennent pas ou feignent de ne pas comprendre quel est son véritable objectif : remplacer les salariés ayant de l'ancienneté par de nouveaux salariés moins coûteux, ancienneté qui s'est traduite au fil du temps par une revalorisation salariale, donnant lieu ou non à une prime (1% de leur salaire brut par année de présence par exemple), des jours de congés supplémentaires selon la convention collective à laquelle est rattachée l'entreprise qui les emploie, etc.

Un travailleur qui a 20 ans d'ancienneté aura un salaire de 2.000 euros bruts mensuel par exemple, auquel viendra s'ajouter 20% au titre de l'ancienneté, et bénéficiera de quelques jours de congés supplémentaires, alors qu'un nouvel embauché sera rémunéré 1.500 euros bruts mensuel, ne percevra rien au titre de l'ancienneté, de plus son employeur pourra bénéficier d'une exonération de cotisations sociales.

On comprend l'intérêt qu'aura cet employeur à virer ses salariés les plus anciens ou qui lui coûtent le plus cher, quitte à en embaucher d'autres à des conditions de rémunération moins favorables, à moins que ce ne soit un sous-traitant qui prenne le relais ou qu'il délocalise les postes de travail de ces salariés, ce qui se traduira dans ce cas-là par aucune embauche en France.

Ceci explique aussi pourquoi le PIB ou ce qu'ils appellent la croissante soit fleurissante dans certains pays (d'Europe de l'est ou central) où des multinationales ou des grandes entreprises ont délocalisé une partie de leur activité, sans pour autant que le niveau de vie de la population n'augmente en rapport, car ce développement était destiné à profiter en priorité aux investisseurs étrangers, à leurs actionnaires, aux membres de leur conseil d'administration, aux rentiers. L'Allemagne en est l'illustration.

L'idéal pour les esclavagistes des temps modernes consiste à cumuler un coût du travail le plus bas possible, une réglementation du travail flexible et nettement favorable au patronat, ainsi qu'un chômage de masse qui présente de nombreux avantages, permet de tirer les salaires vers le bas, d'alimenter le chantage au chômage pour ceux qui ont un emploi et contraindre les chômeurs d'accepter un emploi à n'importe quelle condition, de justifier sans cesse la promulgation de nouvelles lois

permettant d'accroître l'exploitation, de rogner toujours plus les droits sociaux des travailleurs...

Dans une précédente causerie nous indiquions que ce projet de Loi travail visait en priorité l'aristocratie ouvrière ou la couche supérieure de la classe ouvrière, et que c'était parce qu'elle constituait une grande partie du fond de commerce des syndicats corrompus que ces derniers montaient au créneau. On pouvait nous accuser de raconter n'importe quoi ou de se saisir de cette occasion pour attaquer injustement les directions syndicales. Voici un élément de réponse qui le confirme.

AFP - (Selon Mathieu Plane de l'OFCE) Dans le contexte fragile actuel, le risque serait plutôt de voir une "augmentation des licenciements boursiers dans les grands groupes". Et donc de précariser en premier lieu les salariés en CDI.

Patrick Liébus, patron de la Capeb (artisans du bâtiment), va dans le même sens: "nos petites structures n'ont pas de mal aujourd'hui à prouver au juge leurs difficultés économiques. Préciser les motifs des licenciements économiques dans la loi semble donc davantage fait pour faciliter les licenciements dans les grandes boîtes". AFP 11.03

Au fur et à mesure que les multinationales et les grandes entreprises réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires et leur profit hors de France ou qu'une aristocratie ouvrière et une classe moyenne se développent dans les pays dits émergents, l'intérêt de conserver une aristocratie ouvrière et une classe moyenne pléthoriques en France s'estompe ou disparaît, d'où la nécessité pour le patronat de s'y attaquer. Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir conjointement aux attaques contre la fonction publique, Bruxelles et le FMI qui sont les porte-parole de ses concurrents du secteur privé réclamant de nouvelles réformes structurelles.

Autre confirmation ou fait qui nous donne raison, quand nous affirmions que ceux qui se gargarisent du retrait du CPE ne voient qu'un aspect de la réalité, celui qui les intéresse et ferment les yeux sur ceux qui les dérangent. Nous avons précisé qu'il existait plus d'une vingtaine de contrats précaires et que le patronat n'avait que l'embaras du choix et se passait très bien du CPE.

AFP - En 2015, 87% des 23 millions de contrats signés l'ont été en CDD. Et 70% étaient inférieurs à un mois - avec une part majoritaire de réembauche.

Or, les contrats de moins d'un mois augmentent quand ceux de plus d'un mois diminuent, engendrant un phénomène de rotation extrême sur des contrats de plus en plus courts, ce qui accroît la précarité dont pâtissent essentiellement les jeunes, les femmes et les moins qualifiés. AFP 11.03

Voilà la preuve que CPE ou non, le patronat dispose déjà de suffisamment d'instruments pour transformer le marché du travail en foire aux esclaves. Que les syndicats qui refusent de rompre leurs relations avec le patronat s'en accommodent ne devrait pas surprendre les militants et les syndicalistes qui le plus souvent ne sont pas concernés, non, dites-moi si je me trompe. Tout s'explique que voulez-vous, je sais c'est désagréable à entendre, à chacun sa responsabilité, la nôtre n'est pas de couvrir la collaboration de classe avec notre ennemi, c'est ainsi et nous ne changerons pas.

Aux guerres préventives contre un ennemi qu'on a fabriqué pour justifier de nouvelles aventures impérialistes ou coloniales, viennent s'ajouter logiquement les licenciements à titre préventif dans l'intérêt général, tout comme la surveillance généralisée de la population pour soit-disant prévenir les actes terroristes ; une fois la société ayant atteint un niveau raisonnable de paranoïa ou de schizophrénie entretenu quotidiennement par les médias, ce serait franchement dommage de ne pas en tirer profit, telle est la conclusion de ceux qui nous gouvernent.

Un dernier mot à propos de la loi travail.

Après que le gouvernement eut recentré son discours sur la lutte contre la "dualité" du marché du travail, les termes sont de l'AFP hier, Hollande et El Khomri ayant à coeur le sort des travailleurs voilà qu'ils se transforment en défenseurs acharnés du CDI, en réalité une imposture de plus évidemment, car après l'adoption de l'ANI qui complétait les différentes mesures déjà existantes pour faciliter les licenciements, disposer d'un CDI ne constitue pas une garantie d'emploi pour les travailleurs contrairement à ce que Hollande et El Khomri prétendent. Et quant au coût de leur licenciement, au regard des centaines de milliards d'euros de profit qu'ont réalisés ces dernières années les entreprises du CAC40 ou les fortunes amassés par les oligarques durant la même période qui se chiffrent également en centaines de milliards d'euros, c'est vraiment une broutille. On en veut pour preuve les accords à l'amiable qui se sont développés pour rompre un CDI à l'instigation du patronat, qui à l'occasion se veut particulièrement généreux. Du coup, l'argument du coût faramineux des licenciements économiques tombent à l'eau, ajoutons, surtout au regard des millions ou dizaines de millions qu'ils octroient à leurs PDG ou cadres supérieurs démissionnaires ou congédiés, sans parler du bonus à l'embauche qui atteint aussi des sommes faramineuses à côté du coût du licenciement d'un ouvrier.

Encore trois éléments déterminants pour en finir avec les bonnes intentions de Hollande et Gattaz qui prétendent que la Loi travail contribuera à créer des emplois. Ils sont connus de tous mais on n'y pense pas toujours.

Réduire le coût des heures supplémentaires pour les patrons devraient les pousser à y recourir davantage au lieu

d'embaucher. Augmenter la durée du travail quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle ne peut aboutir qu'au même résultat, la surexploitation est en prime, pour les patrons évidemment. Inciter les travailleurs à partir à la retraite le plus tard possible conduit également au même résultat, priver un chômeur d'un emploi.

La ficelle est décidément un peu grosse à gaire avaler aux travailleurs et aux jeunes qu'ils prennent vraiment pour des abrutis. Sera-t-elle suffisante pour étouffer Hollande et le gouvernement, réponse dans les semaines à venir. A suivre.

Le rejet est total.

- Loi Travail: Près de 4 jeunes Français sur 5 sont contre la loi El Khomri - 20minutes.fr

Les Français de moins de 35 ans sont plus nombreux que leurs aînés à se déclarer «opposés» à la loi Travail, selon un sondage publié dimanche par Le Parisien. Si l'ensemble des Français se déclarent à 71% «plutôt opposés à la loi El Khomri et 28% «plutôt favorables» (1% ne se prononcent pas), les 18-34 ans se disent à 78% «plutôt opposés», selon cette enquête Odoxa.

Les plus nombreux à porter un regard positif sont les sympathisants de gauche (79%). 20minutes.fr 12.03

Traduire "sympathisants de gauche" par nantis.

Le réformisme a toujours rimé avec capitalisme.

Nous disions que le réformisme était la négation ou l'antithèse du socialisme quelle que soit la forme qu'il pouvait prendre ou la manière dont on le présentait, et que tous ceux qui s'en réclamaient étaient des réactionnaires qui s'ignoraient ou non, peu importe. On y reviendra une autre fois.

Disons que le réformisme c'est à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, l'alliance de l'aristocratie ouvrière avec l'aristocratie financière sur le dos des couches les plus défavorisées du prolétariat en France et ailleurs dans le monde qui se comptent en millions en France et beaucoup plus dans le monde.

Le réformisme contrairement au socialisme ou au marxisme est une idéologie. Pourquoi ? Parce qu'il repose sur une interprétation de la réalité qui ne prend en compte qu'un aspect de celle-ci qu'il substitue à la réalité elle-même en occultant des pans entiers inavouables de celle-ci, tandis que le marxisme ou le matérialisme historique s'applique à prendre en compte dans son analyse la totalité des faits et leurs rapports, de sorte qu'il est possible de concevoir deux orientations possibles de la société antagoniques, totalement opposées, irréconciliables, l'une menant au chaos, à la précarité généralité ou à l'esclavage, à la guerre, à la barbarie, l'autre à l'émancipation de l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la fin du règne de la nécessité, à la paix universelle, à la liberté.

Le réformisme contrairement au socialisme s'accommode de l'existence de millions de travailleurs, retraités, jeunes pauvres, parfois miséreux, subissant des conditions de travail et de vie insupportables, tout comme il s'accommode de l'appareil policier de l'Etat, des guerres impérialistes, coloniales, de rapine ou de brigandage, c'est la raison pour laquelle nous combattons le réformisme et nous militons pour le socialisme...

- La CFDT, syndicat "réformiste" allié précieux du gouvernement - AFP

La CFDT a signé toutes les réformes du quinquennat, au risque d'être taxée par ses détracteurs de "syndicat gouvernemental". Son ralliement à la loi travail paraît primordial pour l'exécutif, mais la centrale affirme rejeter l'idée d'être "instrumentalisée". (Inutile en effet, puisque dès l'origine ce n'est pas un syndicat ouvrier. - LVOG)

L'organisation, bien implantée dans le secteur privé, a signé toutes les grandes réformes depuis l'arrivée de François Hollande: marché de l'emploi, retraite, pacte de responsabilité, formation professionnelle, compte personnel d'activité...

Peu importe la couleur politique du gouvernement: "Nous ne sommes ni militants socialistes, ni proches d'aucun parti politique. Nous sommes autonomes", assure sa numéro deux, Véronique Descacq.

Mais certains syndicats soulignent la relation "privilégiée" de la CFDT avec le gouvernement, s'étonnant de la récente nomination comme directrice de cabinet adjointe au ministère du Travail d'Anousheh Karvar, ancienne responsable de la centrale.

La position de la CFDT est malaisée. "Étant en position centrale dans les discussions, elle prend le risque d'être accusée de connivence, ce qui n'est pas le cas. Le risque aussi, c'est de penser que vous représentez le monde salarié, ce qui n'est pas le cas non plus", dit Luc Bérille, président de l'Unsa. (Que l'Unsa défende la CFDT est la moindre des choses... Merci on avait compris que ces syndicats ne pouvaient pas à la fois représenter "le monde salarié" et les intérêts du patronat. - LVOG)

"Réformiste" la centrale? "Bien sûr", répond Mme Descacq.

Toutefois, Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, "dénie à la CFDT le qualificatif de réformiste", plutôt du ressort de FO, selon lui. (Il colle tout aussi bien à la peau des "trotskystes" implantés dans les instances de FO qui d'ailleurs le revendique également. - LVOG)

De son côté, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, qui a présenté une série de propositions pour réformer le code du travail, rejetant en bloc l'avant-projet actuel, considère que "le syndicalisme est par essence réformiste". (En tant que fossoyeur du syndicalisme, son discours est logique. - LVOG)

Guy Groux, chercheur au Cevipof, confirme: "Tout le monde est réformiste et souhaite que la société s'améliore", mais avec des différences. (Et si elle est devenue aussi pourrie votre société, c'est bien la preuve de la faillite du réformisme. - LVOG)

D'un côté il y a les "réformistes modérés" (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CFTC) qui "acceptent l'économie de marché (En réalité ils l'acceptent tous. - LVOG), considèrent qu'elle est légitime et que l'entreprise a un rôle à jouer dans les régulations sociales". De l'autre, il y a "une vision beaucoup plus conflictuelle des rapports sociaux: les syndicats considèrent que l'entreprise est encore prioritairement un lieu d'exploitation et de domination. Là on retrouve la CGT, SUD ou FSU". AFP 12.03

[Les syndicats jaunes ou patronaux ne font pas recette.](#)

- Loi travail : les syndicats "réformistes", dont la CFDT, peinent à mobiliser - Francetv info

Seules quelques centaines de personnes ont battu le pavé, ce samedi à Paris, à l'appel de ces organisations. En province, la mobilisation s'est traduite par des distributions de tracts et de petits défilés. Francetv info 12.03

[Et toujours à bas l'état d'urgence !](#)

Des centaines de personnes dans la rue contre l'état d'urgence - Le Monde.fr

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, samedi 12 mars, à Paris et dans de grandes villes de province pour réclamer la levée de l'état d'urgence instauré après les attentats du 13 novembre.

Ce rassemblement, à l'appel de plusieurs collectifs (« Nous ne céderons pas », « Stop état d'urgence »), associations (Cimade, Réseau d'éducation sans frontières, Droits devant !...), rejoints par des syndicats comme la CGT et des partis politiques (EELV, PCF...), était le deuxième organisé dans la capitale après celui du 30 janvier. Le Monde.fr 12.03

Leurs maîtres leur conseillent de se sacrifier ou le suicide... pour la bonne cause, la leur.

lepoint.fr - Leur meilleur réflexe (A Hollande et Valls- ndlr) serait peut-être de considérer qu'ils n'ont plus rien à perdre...

[A en faire saliver le Medef.](#)

Enfin, des syndicats libres, autonomes, apolitiques, le bonheur... pour les exploités.

La Finlande se lance dans un vaste plan de dévaluation interne - latribune.fr

Les syndicats finlandais ont accepté, sous la pression du gouvernement, un gel des salaires et une augmentation des cotisations et du temps de travail. Le but : rattraper le retard sur le voisin suédois.

La Finlande s'engage dans de rudes « réformes » pour tenter de retrouver sa compétitivité. Jeudi 10 mars, le comité directeur de l'Organisation des syndicats finlandais (SAK), a approuvé l'accord signé le 29 février dernier avec les organisations patronales. Sans l'accord de ce syndicat, qui représente les employés de l'industrie, cet accord eût été mort-né malgré la signature des deux principaux syndicats du secteur tertiaire. Désormais, la voie est ouverte pour ce que l'on appelle le nouveau « contrat social » finlandais.

Le contenu de l'accord

Qu'est-ce que ce « contrat » ? Un véritable remède de cheval qui vise à abaisser de 3,5 % le coût du travail en Finlande d'ici à trois ans. Les syndicats ont accepté de transférer vers les employés une partie des cotisations des employeurs sur les retraites et l'assurance-chômage. Les cotisations salariales vont donc augmenter de 1,2 % pour les retraites et les cotisations chômage de

0,85 %. Les salariés devront travailler sans augmentation de salaires une heure de plus par semaine chaque année, soit au total trois heures de plus par semaine. Les syndicats se sont par ailleurs engagés à ne pas demander d'augmentation de salaire l'an prochain. Enfin, dans le secteur public, les primes des employés seront réduites de 30 %.

Pourquoi les syndicats ont accepté

Les syndicats finlandais, à commencer par le SAK, n'ont cependant pas accepté de gâter de cœur un accord aussi dur. Ils ont agi sous la pression du gouvernement de centre-droit dirigé par Juha Sipilä qui n'a pas hésité à pratiquer ce qui ressemble fort à un chantage. Le premier ministre avait en effet prévenu qu'en cas d'absence d'accord, il augmenterait les impôts et pratiquerait des coupes budgétaires pour un total de 1,5 milliard d'euros. En cas d'accord, il avait, en revanche, prévenu qu'il réduirait les impôts à hauteur de 1 milliard d'euros. Les syndicats étaient donc sous pression. D'autant que le gouvernement menaçait en réalité de reprendre la main si aucun accord n'était trouvé pour réduire le coût du travail. Cela eût signifié la fin d'une tradition, le fameux « consensus nordique », qui donne beaucoup de pouvoir aux syndicats. Du reste, l'accord pouvait sembler favorable aux salariés puisqu'il se situait sous l'objectif fixé par le gouvernement.

L'accord du gouvernement

Juha Sipilä a néanmoins béni l'accord. Mais pour les baisses d'impôts, il faudra attendre encore. Pour lui, les mesures décidées par les partenaires sociaux sont « un premier pas » qu'il faudra « mettre en œuvre. » Il n'est donc pas certain que cet accord suffise. Le ministre des Finances Alexander Stubb, par ailleurs ancien premier ministre, a prévenu qu'il faudra sans doute « se mettre d'accord sur de nouvelles mesures. » Ce contrat n'est donc peut-être qu'un début à de nouvelles exigences. Le gouvernement s'attend à ce que cet accord crée 35.000 emplois alors que le pays compte 252.000 chômeurs et un taux de chômage de 9,4 %.

Reste à connaître la réaction des Finlandais. Un collectif anti-austérité, Joukkovoima (« ensemble de forces ») a appelé à des rassemblements ce week-end à Helsinki et Pori, mais la mobilisation sera sans doute assez faible. On notera que quelques syndicats, comme celui des transports ou le PAM dans les services, ont refusé l'accord. Les agriculteurs manifesteront aussi ce week-end contre la politique du gouvernement. Globalement, le mécontentement semble monter contre le gouvernement. Le dernier sondage de Taloustutkimus donnait dix points de plus que lors des élections de 2015 à la gauche et neuf points de moins à la coalition au pouvoir qui regroupe centristes, libéraux eurosceptiques et conservateurs. latribune.fr 11.03

Et dès le lendemain...

L'agence Fitch retire à son tour le triple A à la Finlande - La Tribune 12.03

Ils sont ultra minoritaires et illégitimes pour décider de notre sort et de l'orientation de la société.

Le gouvernement, le PS et sa "majorité" parlementaire sont ultra minoritaires dans le pays, illégitimes, il faut donc leur dénier le droit de s'attaquer à nos acquis.

En fait ce sont tous les partis qui ont participé à ces scrutins qui n'ont aucune légitimité, les institutions de la Ve République dont ils constituent les piliers qui sont massivement rejetées par l'immense majorité des travailleurs, posant la question d'un Etat, d'un gouvernement des partis, courants et tendances du mouvement ouvrier qui combattent à leur côté pour en finir avec ce régime incompatible avec la satisfaction de leurs besoins, pour une République sociale, le socialisme.

Outre le résultat de ces élections, un dernier sondage confirme l'illégitimité de Hollande et Valls, qui récoltent respectivement 17 et 24% de soutien à leur politique ultra réactionnaire. (OpinionWay pour Metronews et LCI publié dimanche.)

La question qui est posée est de savoir comment organiser cette immense majorité de travailleurs qui plus ou moins consciemment rejettent les institutions et le régime en place, comment faire en sorte que cette conscience mûrisse pour les balayer et instaurer une République sociale qui rompe avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions nationales, européennes ou internationales.

Certainement pas en suivant l'illusionniste Mélenchon qui veut "leur montrer comment on peut changer la vie" (lors de l'émission "C Politique" sur France 5.) sans changer les bases sociales sur laquelle repose la société, ce qui revient en réalité à ne rien changer du tout, 48 ans après mai 68 les faits le prouvent suffisamment.

Taux de participation dimanche 13 mars 2016 au premier tour de trois élections législatives partielles.

Yvelines : 29,25%.

Aisne : 33,97%.

Nord (10e circonscription) : 21,7%.

Résultats du PS laminé :

Nord : 11,24% (en 2012 : 30,77 %), soit 2,43%.

Yvelines : 12,98% (plus de 30 % en 2012), soit 3,79%.

Aisne : 15,69% (en 2012 : 35,47 %), soit 5,32%.

S'en trouvera-t-il encore parmi nous pour tenter de sauver le PS ?

[En famille. Un despote en quête désespérément de soutien.](#)

- Politique : Bernadette Chirac et François Hollande se réconcilient - Francetv info

[A bas l'UE !](#)

- Les Français souhaitent un référendum sur la sortie de la France de l'UE - 20minutes.fr

Les Français souhaitent majoritairement (53 %) l'organisation d'un référendum sur la place de leur pays dans l'UE comme ce sera le cas au Royaume-Uni le 23 juin prochain.

Même si, en cas de consultation, le « oui » au maintien de la France au sein des 28 l'emporterait, avec 45 % pour. 33 % se disent contre et 22 % restent indécis. C'est ce que révèle une étude dirigée par l'Université d'Édimbourg, publiée jeudi. 20minutes.fr 12.03

[L'OTAN et l'islamo-sioniste Erdogan fer de lance de la fascisation de l'Europe](#)

- A Magdebourg, dans l'est de l'Allemagne, l'AfD célèbre sa percée - Reuters

A Magdebourg, dans l'est de l'Allemagne, le parti anti-immigration AfD (Alternative pour l'Allemagne) a obtenu 24% des voix, formé il y a trois ans son score était encore impensable il y a un an.

Outre le résultat en Saxe-Anhalt, l'AfD a remporté 15% des voix dans le prospère Bade-Wurtemberg, et plus de 12% en Rhénanie-Palatinat. (source : Reuters 13.03)

[Déstabilisation et stratégie du chaos.](#)

- Duel entre le président Maduro et l'opposition dans les rues vénézuéliennes - LeMonde.fr

- Brésil: manifestations contre Rousseff en pleine tempête politique - AFP

- En Chine, plus de 99 % des personnes poursuivies par la justice jugées coupables en 2015 - LeMonde.fr

Le harcèlement de l'impérialisme américain et ses agents est permanent :

Les médias condamnent les grèves en France (journées noires)... et les célèbres en Chine.

- Chine : plusieurs milliers de mineurs en grève - Liberation.fr 13.03

Les médias condamnent les manifestations en France contre le pouvoir en place... et les célèbres au Brésil.

- Trois millions de Brésiliens dans la rue contre leur présidente - Francetv info 13.03

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mars 2016

CAUSERIE

Service minimum. Je me demande comment j'ai pu actualiser le site quotidiennement pendant tant d'années quand je vois à quel point je suis crevé.

Le soir je ne bosse plus, je me détends en regardant des vieux fims français en noir et blanc des années 30 à 60, pendant que les filles regardent un film tamoul. Par Internet je leur charge un film que je transfère sur une clé USB, que je branche ensuite sur la télé, moi je me contente de l'écran de l'ordinateur. Entre 22h30 et 23h Adi rentre dormir chez elle et extinction des feux.

Qui est responsable de quoi ?

- Obama satisfait de son action en Libye - par Valentin Vasilescu - voltairenet.org

Bien que la guerre contre la Jamahiriya arabe libyenne ait été menée au prétexte de protéger les populations civiles, il est aujourd'hui impossible de nier qu'elle a été conduite par les États-Unis avec l'intention de changer le régime. Les citoyens des États démocratiques qui ont soutenu cette opération en sont donc co-responsables. Mais jusqu'à quel point ?

Qu'ont fait les sociétés civiles, les médias et les citoyens anesthésiés de ces États occidentaux pour prévenir les catastrophes de la Libye, de la Syrie et d'autres pays touchés par le « printemps arabe » ? Les citoyens européens doivent-ils assumer les conséquences des actes de leurs dirigeants ? Je fais allusion aux attentats à Paris et en Europe, à la vague de « réfugiés », etc. voltairenet.org/fr 14.03.2016

Les responsables sont ceux qui disposent d'un pouvoir, du pouvoir de condamner le capitalisme et de combattre pour qu'il disparaisse et qui ne le font pas, et non le citoyen lambda qui ne dispose d'aucun pouvoir, hormis se mobiliser quand il en trouve la force et les moyens de contourner les obstacles qui se dressent sur leur chemin.

Ils se sont contentés ici comme ailleurs et toujours de commenter et condamner les méfaits du capitalisme et ses conséquences dramatiques pour les populations, en s'en remettant à des personnalités ou des institutions inféodées au capitalisme pour mettre un terme à ses méfaits, autrement dit ils ont demandé à ceux qui directement ou indirectement sont complices de la survie du capitalisme avec toutes les conséquences que cela impliquent de s'en charger sachant qu'ils n'en feront rien évidemment. C'est de la pure démagogie travestie en bonnes intentions qui ne coûtent rien puisque sans lendemain.

Décider de s'en remettre au capitalisme et à ses institutions pour mettre un terme à la situation dramatique dans laquelle ils ont plongés la société et le monde, tous les peuples, c'est tourner le dos à une issue politique qui serait conforme aux besoins des travailleurs, c'est refuser d'envisager un changement de société, parce qu'on refuse d'accorder son soutien à l'immense masse des exploités qui constituent la majorité de la population, c'est lui dénier le rôle historique qui lui revient, c'est nier que la classe ouvrière constitue la seule classe progressiste, et par conséquent c'est nier ses droits et sa capacité à gouverner la société, finalement c'est adopter une position idéologique qui ne peut que conforter le capitalisme au lieu de le combattre au-delà des apparences trompeuses.

Ils fustigent les puissants et leurs excès de pouvoir, mais ils ne peuvent s'empêcher de s'en remettre à eux, ils ne peuvent pas s'en passer, ils n'ont pas véritablement la volonté de les affronter, du coup logiquement ils en arrivent à fustiger les travailleurs qui porteraient la responsabilité des malheurs ou souffrances qui les accablent, ce discours est intolérable et témoigne dans quel camp se situent leurs auteurs, celui de la réaction.

Les travailleurs sont victimes de la propagande officielle, de l'idéologie de la classe dominante, de la désinformation permanente de la part des tenants du régime et leur porte-parole, les médias, de l'ignorance dans laquelle sciemment ils les maintiennent et sans laquelle ils ne pourraient appliquer leur politique antisociale, impérialiste, ultra réactionnaire.

Ce n'est certainement pas en ménageant le capitalisme et ses institutions ou en leur trouvant des vertus qu'on parviendra à élever le niveau de conscience politique des travailleurs ou à régler les difficultés auxquelles est confrontée la civilisation humaine. Ceux qui se présentent comme des opposants en privilégiant un impérialisme plutôt qu'un autre, un bloc contre un autre, des contestataires du néolibéralisme en lui préférant le libéralisme qui servait hier d'idéologie à la classe dominante, ceux qu'on présente comme des médias alternatifs ou critiques sont des bavards ignares, sots, stériles, impuissants qui brassent du vent ou ressassent des lieux communs, ce que confirment les conclusions de leurs articles ou analyses, à l'arrivée inutiles puisqu'ils avouent eux-mêmes qu'ils n'ont jamais réussi à empêcher la classe dominante de parvenir à ses fins.

Ce qui reste inchangé dans le projet de Loi des esclavagistes.

change.org - Ce qui ne change pas dans la Loi Travail : la possibilité pour une entreprise de licencier sans avoir de difficultés économiques, la suppression de la visite médicale obligatoire, la possibilité par accord de majorer seulement de 10% les heures supplémentaires, la possibilité par accord d'allonger le temps de travail, la possibilité de fractionner les 11 heures de repos hebdomadaires, l'augmentation du travail de nuit, la baisse de rémunération des heures complémentaires pour les temps partiels, la modulation du temps de travail sur 3 ans, la durée de vie réduite des accords d'entreprise, la possibilité de contourner les syndicats en organisant des référendums, la possibilité par accord d'imposer aux salariés une baisse de leur salaire et une modification de leur temps de travail, la suppression du minimum de 6 mois de salaire à titre de dommages et intérêts en cas de licenciement injustifié, l'abaissement de 12 à 6 mois du minimum de dommages et intérêts en cas de licenciement pour inaptitude à la suite d'un accident du travail ou de maladie professionnelle sans recherche de reclassement... change.org

[Le Compte personnel d'activité \(CPA\) relève de la mystification.](#)

Le Compte personnel d'activité (CPA) ne protège en rien les travailleurs, ne leur accorde en réalié aucun droit nouveau. Les chômeurs ont déjà le droit se suivre une formation. Il est inopérant ou inutile quand vous travaillez, puisque les droits que vous seriez susceptibles de faire valoir viendraient heurter ceux de votre patron qui n'hésiterait pas à saisir ce prétexte pour se séparer de vous si vous insistiez.

Car en effet, c'est lui et lui seul qui décide jusqu'à nouvel ordre, qui de lui ou de vous décide de l'organisation du travail dans l'entreprise, de votre temps de travail. Ainsi si vous passez outre cette réalité et que vous entendez faire valoir un droit quelconque (à la formation ou à un congé supplémentaire par exemple) qui se traduirait par une modification ou une diminution de votre temps de travail et forcerait votre patron à transférer une partie de votre charge de travail sur un autre poste de travail, et que votre patron le voit d'un mauvais oeil ou s'y oppose, si vous insistiez, vous seriez catalogué parmi les premiers salariés figurant sur la prochaine liste de licenciements ou ceux qu'il faudrait sanctionner ou mettre au placard pour les forcer à démissionner.

En fait de droits, sans les supprimer il ne sert qu'à rendre plus supportable les tares du capitalisme qui vous conduisent au chômage ou vous forcent à subir des conditions de travail qui vous épuiseront physiquement prématurément, il a pour vertu d'entériner les rapports sociaux existant et d'y soumettre chaque travailleur, pas n'importe comment, en faisant en sorte qu'ils en soient les complices de manière à ce qu'ils n'aient pas à les contester. Bref, on aura compris que le Compte personnel d'activité (CPA) doit servir avant tout à mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme.

Finalement, le Compte personnel d'activité (CPA) est une escroquerie, dans la mesure où il présente comme des droits nouveaux pour les travailleurs des droits déjà en vigueur, et dans la mesure où il recense le parcours professionnel de chaque salarié que les patrons pourront consulter, en guise de mesure sociale ou progressiste, il s'assimile davantage au carnet de travail promulgué par le régime de Vichy.

On peut assimiler le Compte personnel d'activité (CPA) à un fichage en règle de chaque travailleur, à un fichier mis à la disposition des patrons, qui en fonction de son contenu ou du profil qu'ils recherchent leur permettront de sélectionner les éléments les plus sains, dociles, les plus à même d'accepter les conditions (flexibles ou arbitraires) d'exploitation qu'ils leurs imposeront.

[Compte personnel d'activité. Rappel.](#)

- Compte personnel d'activité (CPA): la CFDT, FO et la CFTC sont partants - entreprise.lexpress.fr 17.02.2016

Trois syndicats ont signé un texte de "position commune" sur le compte personnel d'activité. La mesure devrait figurer dans le futur projet de loi sur le droit du travail, porté par Myriam El Khomri.

FO a signé la position commune lundi et rappelé que le CPA "devait être garanti collectivement".

La CFTC a aussi apposé sa signature, mais en rappelant qu'elle souhaitait un dispositif "plus ambitieux", et en la conditionnant "à l'acceptation sans réserve du texte par le patronat".

Le 8 février, les partenaires sociaux se sont entendus sur une position commune a minima, après d'après discussions internes côté patronal (Medef, CGPME et UPA) sur le compte pénibilité, retiré du CPA puis réintégré in extremis. A l'issue des négociations, les organisations patronales ont annoncé qu'elles allaient consulter leurs instances pour signer le texte.

Le Medef attend notamment des garanties du gouvernement sur la "flexibilité" au sein du projet de loi El Khomri. entreprise.lexpress.fr 17.02.2016

[Projet de loi des négriers : les principales modifications du nouveau texte.](#)

- Loi Travail : les principales modifications du nouveau texte - Francetv info

La loi Travail, revue et corrigée, a été à nouveau présentée par le Premier ministre Manuel Valls au patronat et aux syndicats, lundi 14 mars. Une nouvelle version censée apaiser les tensions nées autour du premier texte. Parmi les points d'achoppement, le plafonnement des indemnités prud'homales. Dans cette nouvelle version, ce projet est annulé. Concernant le forfait jour dans les très petites entreprises, qui cristallisait également les tensions, le dispositif est également annulé.

Un difficile compromis

Enfin, le projet de réforme du licenciement économique. Si les critères plus souples, inscrits dans le premier texte, sont maintenus, en revanche, le contrôle des licenciements dans les multinationales est renforcé. Des propositions censées permettre un compromis pour calmer la fronde syndicale, tout en conservant le soutien du monde patronal. Francetv info 15.03

[La loi Travail fait ressortir que les besoins des exploiters et des exploités sont irrémédiablement inconciliables.](#)

- Manuel Valls : "Nous allons jusqu'au bout" - Francetv info

Pour défendre la nouvelle version de la loi Travail, présentée lundi 14 mars aux syndicats et au patronat, Manuel Valls était l'invité du 20 heures de France 2. Il a assuré que le gouvernement allait "jusqu'au bout. Nous continuons à réformer. Mais ma mission, c'est d'écouter, d'entendre, pas seulement les partenaires sociaux, mais les Français, chefs d'entreprise ou salariés", a affirmé le Premier ministre, alors que la deuxième version du texte fait marche arrière sur plusieurs points, critiqués par certains syndicats.

"Privilégier le dialogue social"

"Je suis là pour trouver les compromis nécessaires, et avancer, parce que ce qui m'intéresse (...) c'est que nous puissions à travers ce texte, (...) privilégier le dialogue social au plus près des chefs d'entreprise et des salariés", a conclu le Premier ministre. Francetv info 15.03

[Combat classe contre classe, à bas la collaboration de classes, le dialogue social !](#)

- Loi Travail : la CFDT se rallie au texte présenté par Manuel Valls - Francetv info

- Loi travail: Cambadélis salue une "victoire de la concertation" - AFP

C'était le syndicat que le gouvernement devait convaincre, c'est fait. La CFDT a avoué sa satisfaction après les changements annoncés par Manuel Valls sur le projet de Loi Travail. "Nous avons pesé sur le projet de loi parce que nous nous sommes mobilisés", explique Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

Présentation le 24 mars prochain

Mais la CGT et Force ouvrière demandent toujours le retrait du texte. "Il y a quelques corrections (...) mais c'est nettement insuffisant", s'est exprimé Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO. Une insatisfaction partagée par le Medef qui dénonce "des reculades" et craint "la fin des haricots". La CGPME dénonce elle "une réforme à l'envers". Les étudiants qui étaient représentés par l'UNEF appellent eux à poursuivre les manifestations. La droite dénonce un texte vidé de sa substance. Le texte définitif sera présenté en Conseil des ministres le 24 mars prochain. AFP 15.03

[Quelques réactions](#)

Loi travail: réaction des organisations syndicales - AFP

- La mobilisation de la CGT contre le projet de loi Travail et la journée de grève prévue le 31 mars sont "plus que jamais d'actualité", a annoncé lundi Philippe Martinez, numéro un de la CGT, après les annonces de Manuel Valls.

- Le secrétaire général de Force ouvrière (FO) Jean-Claude Mailly a une nouvelle fois réclamé le retrait du projet de loi réformant le code du travail, n'étant pas satisfait par les modifications au texte présentées par Manuel Valls.

- L'Unef, premier syndicat étudiant de France, a appelé les "jeunes à continuer la mobilisation", au sortir de la réunion entre les partenaires sociaux et le Premier ministre sur la nouvelle version du projet de loi travail, alors que la Fage prône "la poursuite du dialogue".

- Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a salué les annonces lundi de Manuel Valls de réécriture du projet de loi travail, "potentiellement" porteur de "progrès pour les jeunes et les salariés". Alexandre Leroy, président de la Fage, deuxième syndicat étudiant, a pour sa part jugé que la nouvelle mouture permettait "la poursuite du dialogue" et n'a pas appelé à la mobilisation.

- Alexandre Leroy, président de la Fage, deuxième syndicat étudiant, a pour sa part jugé que la nouvelle mouture permettait "la poursuite du dialogue" et n'a pas appelé à la mobilisation. AFP 15.03

- Les Républicains voteront contre la loi Travail - Reuters

- Des jeunes ne veulent rien lâcher sur la loi Travail - Reuters

Vingt-trois organisations de jeunesse ont maintenu leur appel à manifester jeudi partout en France en dépit de la réécriture du projet de réforme du Code du travail présenté lundi par le Premier ministre, Manuel Valls.

La mobilisation s'annonce toutefois plus faible que le 9 mars, environ 80 rassemblements et manifestations figurant sur la carte de la mobilisation du collectif contre plus de 150 il y a une semaine, lorsque jeunes et salariés avaient défilé ensemble. Reuters 16.03

- Loi travail: Paris VIII vote le blocage jeudi pour obtenir le retrait - AFP

Mystification. Le bâton et la carotte.

- Économie : hausse générale des salaires à venir pour les fonctionnaires - Francetv info

Après six ans de gel, le fameux point d'indice devrait augmenter de 0,7 à 1,2%. Les derniers arbitrages sont encore en cours. Francetv info 15.03

- Notre-Dame-des-Landes : un référendum aura lieu en juin - Francetv info

Le référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes aura lieu en juin et ce sont les habitants du département qui voteront. Le débat n'est pour l'instant pas tranché. Francetv info 15.03

- La France, 32e pays le plus heureux du monde - LeFigaro.fr

Une étude internationale sur le bonheur publiée ce mercredi classe les pays en fonction du PIB par habitant, de l'espérance de vie, ou encore de l'absence de corruption. LeFigaro.fr 16.03

Pourquoi, parce que cela existerait des pays où la totalité de la population serait heureuse ? Connaît pas.

Et puis depuis quand chaque habitant profiterait à part égale du PIB d'un pays, bénéficierait de la même espérance de vie, serait égal devant la corruption ? Encore de la propagande idéologique.

On traduira par idéologie, l'interprétation que l'on fait de la réalité en fonction de ses besoins avoués ou inavoués, et non à partir des faits qui démontreraient qu'on ne peut les satisfaire qu'au détriment des autres, et quand il s'agit de la minorité qui détient le pouvoir, c'est injuste et illégitime, et quand il s'agit de la majorité qui n'en détient aucun c'est juste et légitime.

Tous ceux qui refusent de combattre pour en finir avec le capitalisme sont des idéologues du régime déclarés ou non à des degrés divers qu'ils le veulent ou non, avis aux amateurs ou à ses serviteurs. Vous comprenez pourquoi nous ne leur passons absolument rien, parce qu'on n'a pas du tout envie d'en faire partie ou de leur ressembler. C'est une question de principe, certes, mais aussi une question de survie politique, vous comprenez pourquoi le mouvement ouvrier est rempli de cadavres en décomposition...

Toujours plus fort. Lieux communs, inanités.

« Le lien très fort entre difficulté en lecture et difficulté sociale s'est aggravé » - LeMonde.fr

Michel Lussault, directeur de l'Institut français de l'éducation, analyse les enjeux de l'enseignement de la lecture aujourd'hui. LeMonde.fr 15.03

- Une étude du CNRS préconise de renoncer aux notes à l'école - LeFigaro.fr

Selon les conclusions du centre de recherches, l'évaluation par compétences permettrait notamment aux élèves de familles défavorisées d'augmenter leurs performances. LeFigaro.fr 16.03

Le CNRS craindrait-il un zéro pointé ? Ces gens-là se nourrissent de la décomposition du régime, ce sont des parasites.

[La Légion d'honneur décernée à l'idéologie de la barbarie.](#)

- Un scientifique français rend sa Légion d'honneur - sputniknews.com

L'anthropologue et préhistorien Alain Nicolas a rendu sa Légion d'honneur en signe de protestation contre la remise de cette décoration au prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Nayef Al Saoud.

L'ancien conservateur en chef des musées de France, l'anthropologue et préhistorien Alain Nicolas, a rendu sa Légion d'honneur en signe de protestation contre la remise de cette décoration au prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Nayef Al Saoud, rapporte le journal Liberation.

Le scientifique a adressé une lettre ouverte au président français François Hollande afin de lui annoncer sa décision.

"J'ai appris que vous avez remis la Légion d'honneur au prince héritier et ministre de l'Intérieur de l'Arabie saoudite. Ayant moi-même été décoré en 2002 par le président Chirac de cette même Légion d'honneur, je considère votre geste de président de la République française comme une insulte personnelle et collective insupportable", lit-on dans la lettre de M.Nicolas. L'ancien conservateur en chef des musées de France a déclaré qu'il ne voulait pas "figurer au côté de telles personnalités qui ne partagent pas les valeurs humaines et démocratique de la France". M.Nicolas a renvoyé sa décoration avec la lettre. sputniknews.com 14.03

[Leur monde est à vomir. Guerre idéologique et propagande de guerre.](#)

- Syrie 5 ans après : de la révolte au chaos - Public Sénat

270 000 morts, la moitié de sa population déplacée, 5 ans après les premières révoltes, la Syrie est plus que jamais en plein chaos. Ces dernières années ont vu se succéder la répression sanglante du régime de Bachar Al-Assad à celle de l'Organisation État Islamique. Public Sénat 15.03

L'amalgame pourri habituel...

- Chaos turc: à qui la faute? À Erdogan ou à la guerre en Syrie? - Slate.fr

Pour le chercheur franco-turc Bayram Balci, le président turc est loin d'être responsable de tous les maux dont on l'accuse. Surtout dans une situation aussi explosive, pris entre quatre feux. Slate.fr 15.03

Les voilà qui s'attendrissent sur le sort du malheureux frère musulman Erdogan "pris entre quatre feux". Ordures !

- Liban : une génération d'enfants syriens sacrifiée - Francetv info

5 millions de personnes ont fui la Syrie en cinq années de guerre en Syrie. La moitié sont des enfants et beaucoup se retrouvent dans des camps de fortune au Liban. Francetv info 16.03

Voilà que les porte-parole de la propagande de guerre du régime la main sur le coeur s'intéresseraient au sort des enfants qui en sont victimes en Syrie... Dégueulasse !

- L'allié français du paranoïaque Kadhafi - Libération.fr

Des archives prouvent que l'ex-régime libyen s'est servi d'un système développé par l'entreprise Amesys pour réprimer et torturer des opposants. Libération.fr 16.03

Traduire "opposants" par barbares armés wahhabites ou takfiristes. Il est vrai que pour décerner la Légion d'honneur au ministère de l'Intérieur saoudien il ne faut pas être paranoïaque, une pourriture finie suffit.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mars 2016

CAUSERIE

Le 20 février dernier j'ai téléphoné à ma mère (82 ans et veuve), qui m'a dit qu'il lui restait 40 euros pour aller jusqu'au 4 mars. Cela dit, elle ne comprendra jamais pourquoi je me bats pour améliorer notre condition et pour le socialisme, quoique dorénavant elle me laisse parler, alors qu'avant elle me coupait systématiquement la parole et s'emportait si j'insistais...

Les autorités indiennes ont bloqué depuis un certain temps déjà l'accès à certains portails politiques, dont celui du PG, du groupe CPS et de la tendance Claire du NPA.

Je m'étais demandé si ce n'était pas ces formations politiques qui m'avaient bloqué l'accès à leur portail, et en passant hier matin dans une boutique Internet j'ai pu constater que ce blocage ne me concernait pas personnellement puisque je n'ai pas pu me connecter à ces portails, un message apparaissant à l'écran stipulait que ce blocage venait des autorités indiennes. Pourquoi ces portails? Je l'ignore.

Conditionnement des jeunes par les professionnels de la désinformation ou les propagandistes du régime subventionnés par l'Etat.

- Semaine de la presse à l'école : «On doit apprendre aux élèves où chercher l'information» - LeFigaro.fr

Au programme de cette 27^e édition : sensibilisation des élèves aux médias et à la liberté d'expression. LeFigaro.fr 21.03

Traduisez : il ne faut pas qu'ils aillent chercher l'info là où il ne faut pas, où ils pourraient apprendre des choses que les médias aux ordres leur cachent ou que les médias institutionnels leur mentent ou manipulent les faits.

Ils ont tout faux, car un jeune a tendance à faire exactement l'inverse de ce qu'on lui recommande de faire généralement, ou il développe naturellement un esprit critique qui le porte à écarter ou à rejeter la voix institutionnelle qui ne prend pas en compte ses aspirations.

Il est comme un enfant à qui on intime l'ordre de ne pas faire quelque chose sans trouver les mots pour lui expliquer pourquoi, et qui pour cette raison n'en fera qu'à sa tête ou n'obéira pas.

Un jeune est curieux par nature et il se pose beaucoup de questions, ce qui constitue un défi insoutenable pour ceux qui tentent de le manipuler ou qui le prennent pour un imbécile ou un ignorant, il ne pourra pas répondre à ses questions et il en conclura que l'adulte qui s'adresse à lui n'en sait pas davantage que lui et qu'il n'a aucune raison de lui accorder la moindre confiance, dès lors il n'aura plus aucune emprise sur lui où éveillera des soupçons dès qu'il s'adressera à lui.

Quand les chaînes de l'exploitation deviennent socialistes !

On a généralement une conception du socialisme en rapport avec le milieu dont on est issu, sa condition ou son statut social. Combien de militants l'ignorent-ils ? Pour vous donnez une petite idée, selon Trotsky le nombre de marxistes parmi les dirigeants du parti bolchevik en Russie en 1917 tenait sur les doigts d'une main, mais sans rire en France aujourd'hui comme hier on ne compte plus le nombre de militants qui se prétendent marxistes ou socialistes parce qu'ils ont lu un tas d'ouvrages des maîtres du marxisme, ce qui en soi ne garantit en rien qu'ils soient parvenus à maîtriser le matérialisme dialectique et historique, bref, cherchez l'erreur.

- "Soyons tous socialistes !" - Lepoint.fr

Si je reprends l'annonce de notre ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, au cours de l'émission Des paroles et des actes du 12 mars 2015, dans laquelle il exprimait son souhait que chaque Français devienne actionnaire, nous pouvons lui dire : chiche, devenons socialistes ! (...)

Comme le socialisme prône dans sa philosophie la solidarité entre les différents acteurs de la société, nous pouvons donc affirmer que les actionnaires sont donc des socialistes par essence.

Ainsi il est donc dommage qu'une partie de leaders d'opinion, économistes, politiques, syndicalistes, et même médias, fustige les actionnaires comme étant les méchants dans la chaîne de valeur économique. Il est temps d'avoir un regard différent sur

ces investisseurs qui prennent des risques avec leur épargne. Lepoint.fr 20.03

Une dictature peut en cacher une autre.

- Elections au Kazakhstan : «Ils ont déjà décidé qui gagnera» - Liberation.fr 20.03

Il n'y a pas qu'au Kazakhstan que le pays est "minée par la crise économique et la corruption" (Liberation.fr). Vous avez du bol de déjà connaître votre prochain président.

Primaire à droite : Juppé (41%) devant Sarkozy (23%) dans les intentions de vote - LeParisien.fr 20.03

Un régime à bout de souffle.

La politique économique adoptée par le gouvernement Hollande-Valls et tous les gouvernements dans le monde témoigne que le système économique en place est incompatible avec les besoins et aspirations des travailleurs et qu'il doit disparaître. La crise du capitalisme a pris une telle ampleur qu'elle se traduit dorénavant par une crise politique permanente dans de plus en plus de pays dans le monde, et toujours autant ou plus de guerres...

Pour près de 9 Français sur 10, la politique économique du gouvernement est "mauvaise" - AFP

Près de neuf Français sur 10 jugent "mauvaise" la politique économique du gouvernement mais une majorité d'entre eux préfère le ministre de l'Economie Emmanuel Macron au Premier ministre Manuel Valls, selon un sondage Odoxa pour les Echos à paraître lundi.

Selon cette enquête réalisée pour le quotidien économique et Radio Classique auprès de 1.016 personnes de 18 ans et plus les 17 et 18 mars, 87% des Français jugent la politique économique du gouvernement "plutôt mauvaise" ou "très mauvaise". AFP 20.03

La crise politique qui ronge le régime.

- La popularité de Valls et Hollande dégringole - AFP

La cote de popularité de Manuel Valls est en forte baisse en mars (-6), en plein débat sur la réforme du Code du travail, et celle de François Hollande (-2) continue de s'effriter, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche diffusé lundi.

Avec 27% d'opinions favorables, le Premier ministre enregistre son pire score depuis son arrivée à Matignon en avril 2014. 72% ("6) des personnes interrogées se disent aujourd'hui mécontentes de son action à la tête du gouvernement.

En un mois, Manuel Valls perd 15 points chez les employés (à 23%), et 7 points chez les ouvriers (22%). Et si 57% des proches du Parti socialiste approuvent toujours son action, c'est 6 points de moins qu'en février.

L'impopolarité du Premier ministre ne protège pas François Hollande, dont l'action à la tête de l'Etat n'est plus approuvée que par 17% des Français. 82% ("1) des personnes interrogées se disent au contraire mécontentes du président de la République. AFP 21.03

Les institutions de la Ve République sont illégitimes : Abolition !

Taux de participation du second tour des trois législatives partielles dans l'Aisne, le Nord et les Yvelines de dimanche :

- 26,12% dans la 2e circonscription des Yvelines,

- 34,25% dans la 2e circonscription de l'Aisne, le candidat

- 22,00% dans la 10e circonscription du Nord

Ont été élus :

Yvelines - Pascal Thévenot (Les Républicains) 72,25%, soit 18,87%

Aisne - Julien Dive (Les Républicains) 61,14%, soit 20,94%

Nord- Vincent Ledoux (Les Républicains 67,92%, soit 14,94%

Avec 18,87%, 20,94% et 14,94% ces "élus" sont ultra minoritaires et illégitimes, ils ne représentent que les nantis servis ou épargnés par le régime.

Que cela ne tienne, le populisme ne connaît plus de limites :

Nicolas Sarkozy a "félicité chaleureusement les trois candidats Républicains (...) qui ont confirmé et amplifié leurs résultats exceptionnels de dimanche dernier".

"En leur confiant une très nette majorité de suffrages, (les électeurs) ont exprimé que Les Républicains et leurs partenaires étaient les seuls à pouvoir incarner l'alternance nécessaire pour relever les défis qui attendent notre pays", a estimé M. Sarkozy. AFP 21.03

Soit, à l'heure où les travailleurs rejettent dans leur immense majorité tous les partis qui incarnent les institutions et le régime, les candidats à la présidentielle de 2017 se bousculent au portillon pour les légitimer, Poutou pour le NPA le dernier en date, après Arthaud pour LO, Mélenchon le charlatan...

Nous avons expliqué qu'il aurait fallu boycotter toutes les élections qui se sont déroulées dans le cadre antidémocratique de la Ve République et qu'une autre position était opportuniste ou une erreur politique, nous persistons et signons, ajoutons en avouant que c'est facile, que les faits nous donnent raison.

Les sceptiques qui veulent toujours avoir raison nous rétorqueront que ce n'était pas le cas il y a quelques décennies en arrière et qu'on verse dans la démagogie. De leur point de vue étriqué qui se limite à une interprétation de la situation soumise ou réduite au cadre institutionnel ils ont raison, mais sur le plan historique sur lequel se situe le combat pour préparer les conditions pour en finir avec le régime, ils ont tort, or c'est celui-là qui est déterminant.

La culture des illusions est si ancrée dans l'esprit de la plupart des militants, qu'ils sont prêts à le justifier en recourant à des arguments malhonnêtes dans lesquels ils ne croient pas eux-mêmes, sauf à convenir qu'ils ont fini par abandonner le combat pour le socialisme et s'accommoder du capitalisme, ce qu'ils nieront évidemment. Ils sont ainsi entraînés à tourner le dos à la majorité des travailleurs qui ne leur accordent pas davantage confiance, ce en quoi ils ont raison.

[Le monde est à leur image, vieux, faible, usé, malade, grabataire, à l'agonie.](#)

- La politique française est verrouillée par le vote des seniors - Slate.fr

Un facteur majeur pèse sur la définition de l'offre politique de la prochaine élection présidentielle: le vote des retraités. Ses implications idéologiques et politiques touchent la droite comme la gauche. Sa part relative ne cesse de croître sous le double effet du vieillissement démographique et de la surparticipation électorale croissante des seniors.

En effet, si le taux de participation des électeurs de plus de 60 ans, s'est établi, selon l'institut Ipsos, à plus de 87% au second tour de l'élection présidentielle de 2012 (contre 80% sur l'ensemble de l'électorat), cette tendance s'est accrue lors des élections intermédiaires. Ces dernières ont été marquées par une abstention plus élevée et le poids relatif des seniors y atteint des surproportions remarquables, toujours selon le même institut: 76% de participation aux dernières municipales (contre 61% pour la moyenne des électeurs), 60% aux européennes (contre 43%), 64% aux départementales (contre 50%), 67% aux régionales (contre 50%).

Quels sont les grands facteurs à l'œuvre? Premier point, la population française vieillit, et le poids des électeurs âgés parmi les électeurs augmente. Jusqu'ici, tout est très logique.

Deuxième point, la surparticipation électorale des électeurs âgés s'accroît. En l'absence d'études très poussées sur ce sujet, on peut émettre la double hypothèse que l'offre politique répond d'une manière plus satisfaisante aux préoccupations des électeurs âgés et que la politique effectivement menée par les gouvernements successifs fait de même. Sans compter que le phénomène majeur de la «mal inscription» électorale est concentré sur les jeunes et les actifs, alors que les électeurs âgés sont à la fois bien inscrits et utilisent massivement la procuration pour maintenir leur taux de participation.

Troisième point, les élections intermédiaires sont des élections où s'abstiennent prioritairement les actifs et où dominent les retraités...

Dernier point, la seule élection où les actifs «rentrent dans le jeu» est l'élection présidentielle, mais par un effet de persistance rétinienne, leur rôle dans l'élection en tant que tel est minorée car la logique médiatique est structurée par les mouvements des élections intermédiaires, qui surreprésentent les intérêts des électeurs âgés et font émerger des thématiques qui y répondent.

A mesure que l'électorat vieillit et que son rapport avec l'activité économique concrète devient un souvenir ou une abstraction, l'offre politique se structure autour d'un nouvel économicisme abstrait et moralisateur. Son objet est de faire se déplacer les arbitrages rendus nécessaires par les contraintes budgétaires en faveur des inactifs âgés contre les actifs (employés ou chômeurs), d'où la concentration des ajustements sur les actifs et le marché du travail plutôt que sur le niveau des pensions ou le système de santé. Slate.fr 21.03

Ce n'est pas pour rien qu'on a souvent entendu dire que les vieux étaient majoritairement réactionnaires, on en a là la preuve, si nécessaire. Normal, ils sont passés à côté de l'essentiel tout au long de leur vie à laquelle finalement ils n'ont rien compris, parole d'un vieux de 60 ans.

On s'est désintéressé de la question de la démographie mondiale ou en général, tout comme beaucoup de facteurs qu'on a traités par dessus la jambe ou en recourant à des formules obsolètes ou inappropriées, tout en prétendant fournir des analyses de la situation qui partant de là allaient être forcément foireuses.

Il faut bien avoir conscience que toutes les tendances qui aujourd'hui se manifestent avec une force irrésistible et qui allaient peser sur l'orientation de la société, étaient parfaitement prévisibles il y a plus d'un demi-siècle, avec toutes leurs conséquences économiques, sociales et politiques.

Nos dirigeants n'ont pas voulu en tenir compte dans leur stratégie politique pour notre plus grand malheur, hélas ! Et qu'ils ne viennent pas nous dire que la population mondiale serait passée de 3 à 7,3 milliards d'habitants en un clin d'oeil ou que personne ne l'aurait vu venir, idem pour l'espérance de la durée de vie qui a considérablement augmenté au cours de la seconde moitié du XXe siècle en France.

Les vieux sont portés à se foutre du futur parce qu'il est derrière eux, et les jeunes se foutent du passé parce qu'ils n'en ont pas eu, quant aux générations intermédiaires, elles sont condamnées à ne pas avoir de futur ou à en avoir un pire que le présent, et s'ils étaient nostalgiques du passé, ils ignorent comment ils pourraient le rattraper, qu'ils ne perdent pas leur temps à renouer avec lui, ce sera impossible aussi longtemps qu'ils ne regarderont pas devant eux, à condition de faire table rase du passé, ce qui nécessiterait de prendre conscience qu'il n'était finalement pas mieux que le présent.

Sans passé, pas de futur, et sans futur pas de passé, d'où la médiocrité du présent dans laquelle on s'enfonce un peu plus chaque jour.

[L'idéologie criminelle wahhabite à l'honneur à Matignon.](#)

"C'est une idéologie de mort", Manuel Valls, lundi, lors d'une réunion de "L'instance de dialogue avec l'islam de France" au ministère de l'Intérieur (AFP 21.03), à propos de l'idéologie véhiculée par les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique issue de l'idéologie officielle des régimes saoudien et qatari notamment que soutiennent Hollande et Valls ainsi que le gouvernement.

[Comment faire pour détourner la radicalisation politique des masses contre le régime ?](#)

- Valls : un "Islam fort" contre la radicalisation - AFP
- Le gouvernement veut renforcer la prévention de la radicalisation - LeFigaro.fr
- Le gouvernement sonne la mobilisation des acteurs musulmans contre la radicalisation - AFP
- Place Beauvau, on mobilise contre la radicalisation. - Liberation.fr
- Ciotti (LR) veut donner plus de moyens techniques aux prisons pour détecter la radicalisation - AFP
- Il faut comprendre la radicalisation djihadiste, admet Valls - Reuters
- Face au terrorisme, le chef de l'armée de terre réclame un «véritable projet de société» - Liberation.fr

[Les communautaristes et racistes à la manoeuvre.](#)

- Hollande lance la semaine contre le racisme et l'antisémitisme - AFP

[Un régime en crise à l'échelle mondiale.](#)

Pour éviter une crise politique, Cameron annonce le retrait d'une mesure budgétaire contestée - LeMonde.fr

Le ministre du travail avait donné sa démission vendredi pour protester contre une coupe de 1,3 milliard de livres dans les allocations d'invalidité. LeMonde.fr 21.03

Royaume-Uni: le gouvernement conservateur plongé dans une nouvelle crise interne - AFP

Le Premier ministre britannique David Cameron a été contraint lundi de retirer une mesure budgétaire qui a déclenché une crise gouvernementale, avec le référendum de juin sur le maintien dans l'UE en toile de fond. AFP 21.03

[Le néofascisme en Europe : qui ne dit rien consent.](#)

- Europe: les dirigeants occidentaux ferment les yeux sur le néofascisme - AFP

L'ex-président de la Croatie Stjepan Mesic signale le danger du fascisme qui pèse sur l'Europe, et critique la passivité de l'Occident face à ces phénomènes. Les dirigeants des pays occidentaux ferment les yeux sur le néofascisme en Europe, tout en sous-estimant la contribution soviétique à la victoire sur le fascisme, a indiqué l'ex-président de Croatie Stjepan Mesic dans un article publié dans le journal croate Novi list.

"La droite ne se contente pas de relever la tête, elle déploie aussi ses drapeaux fascistes dans les Etats dits en période de transition. Je ne citerai qu'un exemple. A Riga, les marches d'anciens légionnaires SS sont traditionnelles", constate M. Mesic, signalant le danger du nationalisme croate et de la "fascisation qui pèse sur la Croatie", ainsi que la passivité de l'Occident face à ce genre de manifestations.

"Quoi qu'il en soit, Angela Merkel garde le silence au sujet des événements à Riga (...). Le président français (François) Hollande et le locataire de la Maison Blanche (Barack) Obama n'en soufflent mot, eux non plus. Ils "ne remarquent pas" le néofascisme en Europe, tout en refusant de se rendre à Moscou pour participer aux célébrations du 70e anniversaire de la victoire sur le fascisme et ce, pour condamner la politique de (Vladimir) Poutine", a relevé l'ex-chef de l'Etat croate.

Selon lui, l'Union européenne est née de l'idée de la nécessité de mettre en place un mécanisme efficace de prévention d'une réédition de la guerre mondiale et de l'holocauste, mais ceux qui définissent aujourd'hui la politique de l'UE "l'ont oublié ou font semblant de l'avoir oublié". AFP 20.03

[L'idéologie nazi compatible avec celle de l'UE.](#)

- Un défilé des anciens soldats lettons de la Waffen SS - sputniknews.com

A Riga, le 16 mars est une date officielle pour se rappeler les Légionnaires de la Lettonie, les soldats lettons qui ont servi dans Waffen SS et se sont battus à côté de l'Allemagne nazie dans la Deuxième Guerre mondiale.

Depuis 1994, les défilés réunissent un millier de personnes, malgré les protestations assidues des organisations antifascistes locales et internationales, malgré les demandes d'un Rapporteur Spécial des formes du racisme contemporain de l'ONU... Une fois de plus, cette année les anciens de la Légion Whaffen SS ont battu le pavé de la capitale lettonne, avec un muet consentement de l'Europe.

En 2000, le gouvernement letton a aboli la journée comme journée commémorative officielle. Mais ceux qui observent chaque année un millier de personnes défilent dans les rues de Riga ne sont pas dupes: l'indulgence effroyable des gouvernements des pays avoisinants de l'Europe réunie est évidente. Ça prend de l'ampleur même.

Pour Alexandre Prokopenko, Président du Parlement des non-représentés de Lettonie le message que tentent passer les manifestant est clair:

« La commémoration annuelle des Légionnaires de la Lettonie qui ont servi dans Waffen SS a une fonction très précise dans notre pays: notre gouvernement et tous ceux qui les soutiennent, essayent de réviser les résultats de la Seconde guerre mondiale. Etant de cote des nazis, ils ont perdu la guerre. Et maintenant, ils essayent organiser ces soi-disant « manifestations des vainqueurs » pour démontrer aux autres leur insignifiance. Ils essayent de dire: « Vous avez combattu de mauvais côté, il aurait fallu soutenir Hitler, c'est lui qui a libéré la Lettonie, et vous tous, ne sont que des occupants! »

Bien entendu, ni le Président, ni le gouvernement n'utilisent ces propos directs, mais ils sous-entendent cette opinion dans toutes leurs actions.

La preuve? Voilà: les manifestations antifascistes ne sont pas autorisées de défiler au centre-ville, on les envoie sur la périphérie. Et les descendants spirituels du nazisme, ainsi que quelques descendants directs des Légionnaires d'antan ont droit de passer en ville, sous les drapeaux d'état, et d'organiser une manifestation auprès du symbole de notre pays — la statue de la Liberté.

Cette année, les organisations antifascistes ont organisé une grande action de protestation. Ils ont fait la lecture des noms de gens qui ont péri: 400 000 personnes ont été tués par les nazis en Lettonie, dont 80 000 juifs. C'était une démarche très forte contre l'héroïsation du nazisme et le soutien gouvernemental dont elle bénéficie ».

La Russie est souvent critiquée assidument par les Pays Baltes, mais l'Europe ne lève pas sa voix contre eux... Pourtant, la, il a un prétexte très concret.

« Dans le système international du partage du travail politique, le rôle des Pays Baltes, et surtout le rôle de la Lettonie est tout particuliers. Ils doivent jouer le rôle d'un critique de la Russie, de jouer le rôle d'un chien qui aboie sur la caravane qui passe. Et ils sont récompensés par beaucoup d'indulgence. Certains dirigeants de l'Union Européenne peuvent les gronder de temps en temps, mais aucune action de ne suit les paroles ».

Pour le Père Patrick Desbois, président de l'association Yahad-In Unum et auteur du livre « La Shoah par balle », le révisionnisme vient souvent de l'ignorance:

« Je ne suis pas sûr que les jeunes de Riga aujourd'hui apprennent dans leurs livres d'Histoire les assassinats de masse. Je ne suis pas sûr qu'ils connaissent les fusillades de dizaines de milliers de personnes en Biélorussie par des Lettons. Et quand on ne sait pas, on ré-fabrique l'histoire. C'est l'ignorance qui fabrique l'histoire. La tentation fasciste est une tentation très forte. Ça donne une supériorité et ça a tenté des milliers de jeunes. Inconsciemment, ce genre de manifestations soutiennent des idéologies ».

L'écrivain Marek Halter considère que l'Europe ne doit pas être indulgente:

« Il faut que l'UE réagisse. L'appelle à la haine, les appelle racistes sont condamnés par les règles de l'UE. Riga fait partie de l'UE. L'UE doit prendre les mesures et demander aux gouvernements d'interdire ce genre de manifestations. Il y a des principes en Europe et c'est autour de ces principes et ces valeurs que l'Europe s'est constituée. La solidarité, les respects des autres, la condamnation du racisme et de l'antisémitisme. Si l'Europe ne réagit pas, il faudrait organiser devant les ambassades dans tous les pays européens ».

La Russie n'oubliera jamais le prix que son peuple a payé pour la victoire à la Seconde Guerre mondiale, mais les Pays baltes tentent de spéculer là-dessus et de d'attirer les faveurs de l'Europe:

« Il y a un problème avec certains pays baltes. Pendant la guerre, ils n'étaient pas de bonne côté de la barricade. La plupart de gardiens des camps d'extermination venaient de là-bas. Je crois que, contrairement à d'autres pays comme l'Allemagne, ils n'ont jamais fait leur mea-culpa. La « dénazification » dans les esprits n'a jamais été accomplie. On les a pris dans l'Europe sans leur demander les comptes sur leur passe.

A partir du moment qu'ils ont rentré dans l'Europe, ils ont accepté les conditions aussi et l'idéologie de l'Europe. Il faudrait que l'Europe se manifeste ».

L'Ambassade de Russie en Lettonie a commenté de son côté les manifestations à Riga. « La « Journée des Légionnaires » est une insulte à la mémoire des millions d'innocents de toutes les nationalités qui ont périés pendant la guerre » — lit-on dans le communiqué diffusé par l'Ambassade. sputniknews.com 21.03

Si l'idéologie nazi est compatible avec celle néolibérale de l'UE, qui elle-même est compatible avec celle du sionisme, le lien qui les unit réside dans la préservation du capitalisme.

Plus sioniste que moi tu meurs !

Quand c'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui fait les présidents des Etats-Unis et orientent leur politique en fonction de sa stratégie politique néolibérale.

- Devant les juifs américains, Clinton et Trump s'affrontent sur Israël - AFP

La candidate démocrate à la présidentielle américaine Hillary Clinton et son rival républicain Donald Trump se sont affrontés lundi à propos d'Israël devant un puissant groupe de pression juif américain, faisant de l'alliance avec l'Etat hébreu un enjeu de la course à la Maison Blanche.

Les Etats-Unis comptent selon diverses estimations entre cinq et six millions de juifs américains, soit la plus grande communauté juive après celle d'Israël, et cet électorat, que l'on dit souvent acquis au camp démocrate, reste déterminant pour tout prétendant à la présidence américaine.

"Oui, nous avons besoin de constance, pas d'un président qui dit qu'il est neutre le lundi, pro-Israël le mardi, et on ne sait pas quoi d'autre le mercredi parce que tout est négociable. (...) La sécurité d'Israël n'est pas négociable", a attaqué Mme Clinton devant la conférence annuelle du groupe de pression pro-israélien Aipac.

Le favori des primaires républicaines Donald Trump a riposté quelques heures plus tard devant le même auditoire de 15.000 personnes: à ses yeux, l'ancienne secrétaire d'Etat (2009-2013) du président Barack Obama fut une "catastrophe complète" à la tête de la diplomatie américaine.

"Quand je serai président, il en sera fini des jours où l'on traitait Israël comme un citoyen de seconde zone", a promis le tonitruant milliardaire, originaire de New York où résident de très nombreux juifs américains.

Le passage de M. Trump devant l'Aipac avait été précédé de menaces de manifestations hostiles au magnat de l'immobilier, mais son discours a été plutôt bien accueilli par la salle.

Il a été particulièrement applaudi lorsqu'il a brisé un tabou sur le conflit israélo-palestinien en s'engageant, s'il est élu, à reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu et à transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à la Ville sainte.

M. Trump a également juré de "démanteler l'accord catastrophique" scellé en juillet entre les grandes puissances et l'Iran sur son programme nucléaire et a accusé M. Obama d'avoir "peut-être été la pire chose qui soit jamais arrivée à Israël". AFP 21.03

Concentration du capital.

- Etats-Unis: grosse fusion dans les matériaux de construction - AFP

Le groupe américain Sherwin-Williams, spécialisé dans les revêtements industriels et matériaux de construction, a annoncé dimanche le rachat pour 11,3 milliards de dollars de son compatriote Valspar Corporation pour former un géant mondial du secteur.

La nouvelle entité emploiera 58.000 personnes à travers le monde et réalisera un chiffre d'affaires de 15,6 milliards de dollars, affirme Sherwin-Williams, qui table sur des synergies de 280 millions de dollars à court terme. A terme, le groupe vise 320 millions de dollars d'économies.

Valspar, qui est basé à Minneapolis (Minnesota, nord), est spécialisée dans la fabrication de peinture (automobile, bâtiments et déco, emballage, peinture industrielle) et d'enduits. Le groupe, qui pesait 6,62 milliards de dollars en Bourse vendredi, est particulièrement présent en Europe et en Asie-Pacifique. AFP 20.03

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mars 2016

CAUSERIE

J'ai arrêté provisoirement mes travaux pour m'occuper de l'escroquerie dont j'ai été victime il y a deux ans. Du coup je dois rédiger des lettres en anglais destinées aux autorités indiennes, en français au consulat, et je n'arrête pas de faire des allers et retours à un commissariat de police situé à 15 kilomètres de chez moi. En tout avec mon épouse, séparément ou ensemble, nous sommes allés à 8 reprises dans deux commissariats différents sans parvenir à ce jour à faire enregistrer notre plainte indispensable pour entamer une action judiciaire contre notre voleur, malgré les preuves matérielles et le témoin que j'ai fournis, une histoire de dingue. J'ai un nouveau rendez-vous lundi prochain à 10 heures. Qui a dit que je n'étais pas patient ?

N'ayant plus le temps ni l'envie de me consacrer à des activités manuelles, il fait 40°C à l'ombre, j'en ai consacré une partie pour actualiser le site sommairement.

J'ai rédigé ce qui suit très vite ou d'un trait, cela vaut ce que ça vaut, je suis toujours épuisé.

Quelques réflexions politiques.

1- Le néolibéralisme avec ses conséquences sociales désastreuses, dramatiques pour tous les peuples, ses banquiers mafieux d'un cynisme sans fond, cruels, monstrueux, qui tirent les ficelles en toute impunité, leur élite intellectuelle misérable et néofasciste qui a pour tâche de corrompre les esprits ou soumettre les populations à l'ordre mondial infâme qu'ils entendent instaurer, les guerres de rapine ou coloniale et sans fin qu'ils livrent à des Etats ou des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre uniquement pour s'accaparer leurs richesses, leur armée de brigands, de mercenaires armés, de terroristes, de barbares qui sèment le chaos et la désolation derrière eux, qui essaient la planète en faisant régner la terreur sur tous les continents, l'ensemble aboutit une société nauséabonde, insupportable, plus inégalitaire et injuste que jamais, policière, militarisée, finalement à la dislocation des acquis de la civilisation humaine promise à la pire barbarie si on ne les arrête pas, autrement dit si on ne renoue pas avec le socialisme.

Le néolibéralisme ou la stratégie politique adoptée par les sommets de l'oligarchie financière n'est pas le produit du hasard ou d'une erreur d'analyse, il n'est pas le fait d'idéologues égarés ou farfelus, de capitalistes plus cupides ou avides de richesses que les autres, au stade où en sont rendues les contradictions du capitalisme, la crise permanente qui le ravage, il est la seule réponse possible, la seule politique envisageable pour tenter de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme face au socialisme.

Tous ceux qui prétendent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ou qui affirment qu'un retour en arrière serait possible en vantant les mérites du libéralisme, du réformisme, de la démocratie, sont en réalité de funestes illusionnistes, des charlatans, des agents du capitalisme, des ennemis des exploités et des opprimés, ce sont des nostalgiques d'une époque révolue qu'ils enjolivent à loisir (Les jours heureux, les Trente glorieuses, etc.), alors qu'au même moment pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde cette époque fut un véritable cauchemar sur fond de colonialisme et de surexploitation, de guerres incessantes, de répression, de coups d'Etat, d'assassinats d'opposants, de génocides, de famines, etc.

S'ils recourent au néolibéralisme, c'est parce qu'ils n'ont pas le choix pour perpétuer leur hégémonie de classe ou conserver leur pouvoir, face au socialisme qui leur confisquerait au profit de l'immense majorité de la population qui produit les richesses ou assure le fonctionnement de la société, l'ensemble des travailleurs des secteurs privé et public.

S'ils recourent au néolibéralisme, c'est surtout parce qu'ils savent que le capitalisme est condamné à la faillite, qu'il est en proie à une crise insurmontable autrement par une guerre mondiale qui risquerait de les emporter également, d'où sa nature devenue permanente et le système financier mafieux qu'ils ont développé, pour à la fois faire face ou contenir les contradictions exacerbées qui menacent le capitalisme, et parallèlement ou simultanément instaurer un nouvel ordre mondial dictatorial afin de s'en émanciper et assurer leur avenir.

Les différents stades par lesquels le développement du capitalisme est passé sur le plan économique (concurrence, monopole, oligopole), se sont accompagnés de leurs équivalents, leur contreparties ou leurs traductions sur le plan politique, libéralisme, conservatisme, néoconservatisme ou néolibéralisme.

Si personne n'envisage de revenir au rouet, à la charrue, au pot de chambre, à la machette ou à l'âge de pierre, personne ne doit envisager de retourner à l'époque de l'esclavage, de la féodalité, de la monarchie, de la dictature démocratique bourgeoise qui sont des temps définitivement révolus. Or c'est justement dans cette direction que l'oligarchie financière veut nous entraîner sur le plan politique en instaurant un ordre mondial nous réduisant en esclavage, à la merci de seigneurs de droits divins, de souverains au pouvoir absolu, d'Etats policiers, militarisés, le tout régi par des traités indissolubles ou gravés dans le marbre pour l'éternité établis sur les cendres de la démocratie et de la république, de nos droits sociaux et politiques.

Il n'existe pas plus de "plan B" que de "troisième voie" à la politique néolibérale mise en oeuvre par les gouvernements des 28 Etats de l'UE, faire croire le contraire est une supercherie politique destinée uniquement à tromper les militants et les travailleurs pour qu'ils se résignent à accepter le sort que les capitalistes leur ont réservé.

De la même manière, le "socialisme du XX^e siècle" ou la "révolution bolivarienne" est une escroquerie politique amené à rejoindre rapidement le musée des théories foireuses ou figure déjà le réformisme et le stalinisme dans ses différentes déclinaisons russes, chinoises, cubaines.

Il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme. La preuve en est que, lorsqu'on refuse de l'admettre ou qu'on n'est pas capable de le comprendre, on en vient inéluctablement à s'accommoder du capitalisme, à collaborer avec lui ou ses représentants, ses institutions, à devenir un de ses agents au sein du mouvement ouvrier que l'on trahit de la sorte.

De la même manière que le terrorisme n'est pas dû à une quelconque faiblesse ou erreur de tel ou tel gouvernement ou lacune des services de renseignement, les capitalistes en sont à l'origine, le nourrissent, l'exploitent pour terroriser la population, afin que leur gouvernement puisse appliquer tranquillement sa politique antisociale et accroître la surveillance de la population.

Ceux qui tiennent ce discours sont les mêmes qui prétendent vouloir corriger les excès du capitalisme ou le réformer, alors que c'est impossible. Les capitalistes utilisent le terrorisme comme une arme de guerre contre les peuples pour les soumettre, il

s'inscrit dans la continuité du déni et du populisme dans lesquels ils versent en permanence, de leur propagande qui relève de l'imposture et de la désinformation. Au même titre que la guerre, le terrorisme est la continuité de la politique menée par la classe dominante contre le prolétariat pour briser sa résistance au néolibéralisme.

Le néolibéralisme, en recourant au nihilisme, au populisme, à la guerre et au terrorisme, à des méthodes crapuleuses, mafieuses, criminelles, illégales, secrètes, doit être caractérisé d'extrême droite. A notre époque, ce n'est pas seulement la frontière entre la droite et la pseudo-gauche qui a explosé sous les convulsions de la crise permanente du capitalisme, mais aussi celle avec l'extrême droite, le fascisme. C'est l'enseignement que l'on pouvait tirer de leur réaction à l'instauration d'un gouvernement néonazi en Ukraine qu'ils soutiennent, notamment.

Bien entendu, ceux qui en seraient restés aux caractérisations d'autrefois qui étaient déjà en majeure partie faussées, n'en tireront aucune leçon pratique pour l'avenir, autant dire que leur politique desservira notre cause ou servira à cautionner des piliers du régime.

2- Les intellectuels qui critiquent ou condamnent le néolibéralisme et ses conséquences sans s'engager pour un changement de régime ou en finir avec le capitalisme, ne sont que des commentateurs stériles, inutiles, médiocres.

Ils pondent des articles bien ficelés à la pelle qui tous conduisent à remettre notre sort et celui de l'humanité entre les mains de nos bourreaux ou à nous soumettre à l'ordre établi.

La radicalité de leur discours qui tient du sophisme ou du lieu commun est comparable à la virilité d'un eunuque, ils représentent un danger aussi grand pour le régime qu'un eunuque pour une prostituée à la retraite.

Ils ne veulent pas admettre ou comprendre que la situation actuelle dramatique ou terrifiante dans laquelle se trouve plongé le monde, s'inscrit dans le prolongement du développement du capitalisme ou qu'elle devait en être le produit inéluctable, dès lors que l'humanité n'était pas parvenue à se donner les moyens politiques pour dépasser ce mode de développement (production) économique devenu un obstacle à tout progrès social, ainsi qu'à toute manifestation de la démocratie devenue également son ennemi.

Ils se cantonnent ou se raccrochent à un système de pensée qui a pu faire illusion à une autre époque entièrement révolue. Ce sont en réalité de piètres penseurs sans consistance pour ne pas avoir à l'esprit le rapport permanent qui existe entre l'économie et la politique, la seconde étant soumise aux exigences ou lois de la première en dernier lieu.

Le fonctionnement de l'économie capitaliste et son essor furent stimulés par la concurrence que se livraient les capitalistes entre eux, avant d'être entravée sans jamais totalement disparaître à l'étape suivante par la formation de monopoles, qui allaient contribuer à l'extension du marché mondial dont la capacité et les limites n'étaient pas extensibles indéfiniment ou à volonté, ce qui à son tour allaient contribuer à amplifier les contradictions du capitalisme en engendrant de nouveaux centres de pouvoir qu'il faudrait unifier par la suite sous la direction des oligarques (anglo-saxons-sionistes) les plus puissants, d'où la formation d'oligopoles au pouvoir tentaculaire, concentrant puissance financière et pouvoir politique à une échelle toujours croissante, asphyxiant tous les autres acteurs économiques et politiques ou les soumettant, les corrompant à leur pouvoir et idéologie au moyen d'institutions supranationales qu'ils avaient créées eux-mêmes dans cet objectif, de sorte que la société et la marche du monde soient dorénavant orientées exclusivement en fonction de leurs besoins, en instaurant un nouvel ordre mondial régi par des traités leur octroyant les pleins pouvoirs ou une sorte de règlement de type policier que seul le nihilisme pouvait justifier en s'attaquant à tous les rapports sociaux et préjugés qu'ils s'étaient employés à forger et à imposer aux peuples jusque là, à toutes les classes, afin de les disloquer pour que leurs membres ne puissent plus résister ou se rassembler pour les combattre, si nécessaire en recourant à la guerre et à la terreur, au terrorisme, à la guerre civile, au génocide.

Si l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne devait pas engendrer un hyper capitalisme comme le prétendit le renégat du marxisme Kautsky, qui selon lui devait permettre au capitalisme de surmonter ses contradictions et d'en finir avec ses crises, les guerres, etc. il n'en demeure pas moins que l'impérialisme pour réaliser l'unification ou l'intégration des différents oligopoles qui existent à travers le monde, a dû recourir à des méthodes illégales, mafieuses, criminelles, ce qui témoigne de son échec à réduire ses contradictions, dont la lutte de classe des exploités sur laquelle il n'a qu'une emprise limitée et temporaire, du fait qu'elle est soumise à des lois ou conditions qu'il lui est impossible de maîtriser, ainsi il ne peut pas empêcher un esclave qui a faim ou qui s'estime maltraité de se rebeller, de se soulever pour exiger que ses besoins soient satisfaits ou ses droits pris en compte.

Ce que l'impérialisme n'était pas parvenu à obtenir, disons par la voie légale au moyen des lois de fonctionnement du capitalisme ou par l'entremise des rapports entre les classes qui lui étaient favorables, il allait s'efforcer de l'atteindre en dérogeant ou en violant ces lois sur le plan économique, et en achetant les différents acteurs politiques institutionnels, en corrompant les autres au moyen de son idéologie, de sorte que l'ensemble de la société se retrouve soumise au marché, à ses objectifs. Pour ne pas avoir pris conscience de la dimension ou des conséquences de l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie et de la société par des moyens détournés, on a commis l'erreur d'attribuer une valeur qui ne se justifiaient pas aux rapports contradictoires qu'entretenaient les différents acteurs politiques et les institutions, de favoriser ces rapports dont l'orientation n'était pas tributaire de la lutte des classes mais de l'évolution de l'impérialisme.

3- On s'étonnera que personne n'emploie le terme de lumpenprolétariat pour désigner l'armée de mercenaires recrutés par Al-Qaïda et l'Emirat islamique pour le compte de l'OTAN, de la CIA et du Pentagone, autrement dit les banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux.

Ils ont créé une gigantesque armée de déchets à l'échelle planétaire dont ils ne savent plus quoi faire, hormis les envoyer à la boucherie comme soldats ou bourreaux de peuples innocents sous les ordres de mercenaires recrutés par des officines privées, qui s'en servent pour le compte du Pentagone ou de l'OTAN, les envoient dans différents pays pour les déstabiliser, afin que ceux qui les gouvernent adhèrent à la politique dictée par l'impérialisme américain ou puissent justifier l'adoption de lois liberticides, toujours plus répressives, antisociales.

Terrorisme. A qui profite le crime ? A ceux qui ont créé les conditions sociales sur lesquelles il prolifère. Ceux qui le finance, l'arme.

- Qui nous menace vraiment ? - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 22 mars 2016

Comment fait-on pour justifier la guerre s'il n'y a pas d'ennemi qui nous menace ? C'est simple, il suffit de l'inventer ou de le fabriquer. Mondialisation.ca

Fastoche ! Trop apparemment. Cela permet aussi de détourner l'attention des masses de la véritable nature de la guerre que mène la classe dominante, de ses véritables cibles et objectifs qui ne doivent être dévoilés à aucun prix. Et ceux qui malgré tout s'y emploieront seront dénigrés et taxés de complotistes.

Vraiment, un exemple d'intellectuel au discours en apparence très critique et qui en fait rame pour le régime.

- Attentats de Bruxelles, nouvel exemple d'incompétence politique majeure - Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 23 mars 2016

Incompétent : Qui n'a pas les connaissances suffisantes, l'habilité requise pour juger, pour décider d'une chose. Ignorant, incapable; incompétence (Le Grand Robert)

Comme si c'était une question de compétence qui était en jeu ; vous conservez le régime en place et ses institutions, vous changez le personnel politique ou vous adoptez quelques mesures et le tour est joué, ben voyons ! Des mesures encore plus contraignantes pour la population, tournées contre la population, évidemment. J'exagère ou je ne saurais pas lire ? L'auteur de cet article poursuivait ainsi :

- "... cela fait des mois que des informations circulent sur le manque de coordination au niveau des responsables politiques et autres services de renseignements censés protéger la population. Tant au niveau national, qu'eupéen. Et malgré des drames récents dans plusieurs pays, aucune coordination ne semble être mise en place qui indiquerait que ces autorités aient pris la mesure des événements." Le reste de l'article était du même tonneau, l'auteur insistant lourdement...

Autrement dit ce sont les services de renseignements qui n'ont pas fait leur boulot, ils doivent manquer de moyens, cela tombe bien les différents gouvernements des pays de l'UE étaient tout disposés à leur en accorder davantage, tout comme à la police ou aux magistrats, il ne leur manquait que la bonne occasion pour se lâcher, quelle aubaine tout de même !

En conclusion, voilà encore un article qui se veut critique et qui finalement nous renvoie dans les sales pattes des tenants du régime. C'est le cas de 99% (pour ne pas dire 100%) des articles publiés par ce qu'ils appellent les médias alternatifs, qui ne sont pas si alternatifs que cela et le démontrent ici, puisque vous ne trouverez aucun article appelant à la rupture avec le capitalisme ou en faveur du socialisme.

Les ratés ou le lumpenprolétariat.

- «Les terroristes sont souvent des voyous ratés» - lefigaro.fr

Interview - Jérôme Pierrat, spécialiste du grand banditisme, observe que ce sont souvent des délinquants en mal de reconnaissance qui se radicalisent. Ils ont plus facilement accès à des armes, et passent par la case prison.

Le Figaro. - Khalid et Ibrahim El Bakraoui sont passés du grand banditisme au terrorisme. On a parfois appelé ce phénomène «gangterrorisme».

Jérôme Pierrat - Il n'y a pas eu beaucoup de vrais exemples de «gangterrorisme». Tous les terroristes qu'on a identifiés ces

dernières années, - que ce soit Mehdi Nemmouche, Mohammed Merah ou encore Amédy Coulibaly -, ont des parcours de délinquant mais pas de grand banditisme. Ce sont plutôt des voyous ratés qui ont essayé de se reconvertir dans le terrorisme, faute d'avoir su briller. Ils ont souvent fait de nombreux séjours en prison pour des affaires assez minables dans l'ensemble. Ils ont donc laissé leur délinquance médiocre, sans avenir, et pas très lucrative. Jusque-là, le gangterrorisme était plutôt un fantasme, on était plutôt face à des petits délinquants récupérés, des individus paumés plutôt loseurs. Mais il n'y a pas de gros caïd. Pour l'instant, il n'y a aucun dossier en France qui mêlerait des gros trafics internationaux de stupéfiants et le terrorisme.

Comment passe-t-on d'un petit délinquant «raté» à un individu radicalisé?

L'arme est souvent le lien dans ces affaires. Le petit délinquant de cité, qui a besoin de se fournir, va dans les quartiers où les gens sont pourvoyeurs. Ces types-là sont généralement originaires de filières de petite délinquance, ils passent par les mêmes personnes pour acheter des armes. Ce sont des trafics de fourmis auxquels les personnes du milieu de la délinquance ont accès. Mais vous n'avez pas besoin d'être un grand voyou pour vous acheter une kalachnikov. Il suffit d'être un dealer de quartier. Un Coulibaly ou un Merah connu des quartiers, qui a fait de la prison, avec le bouche-à-oreille, trouvera assurément des armes automatiques.

Comment s'opère le basculement dans le terrorisme?

C'est un aveu d'impuissance. S'ils étaient des «grands» et «brillants» trafiquants de stupéfiants, ils auraient plutôt intérêt à continuer dans leur voie. Quand vous avez dédié votre vie au crime ou au mal, il y a peu de chance que les gens changent. C'est pour ça que ce sont souvent des profils d'individus qui se sont perdus dans la délinquance, qui se perdent dramatiquement dans le terrorisme. En prison, c'est souvent là qu'ils rentrent en contact avec des prédicateurs. lefigaro.fr 24.03

[Chassez l'opportunisme par la porte, il rentrera par la fenêtre ou quand le verbe précède l'action.](#)

- La chasse aux terroristes : avant ou après ? - Michel Collon - 23 mars 2016

Bien sûr, il faut tout faire pour arrêter les terroristes qui existent. Mais ne faut-il pas surtout empêcher que tant de jeunes le deviennent, encore à présent ? Et là, les autorités belges ou françaises sont coupables en ayant bloqué tous les débats sensibles :

Pour combattre le terrorisme, nos sociétés n'ont pas besoin de moins de libertés, mais de plus de libertés. Plus d'éducation, plus de débats de fond, plus d'aides aux jeunes en difficulté.

(Source : <https://francais.rt.com/opinions/12468-chasse-terroristes-avant-apres> - Publié le 28 décembre 2015)

Arrêter ou non les terroristes nous laisse totalement indifférent. Je dirais même que nous sommes opposés à "tout faire pour arrêter les terroristes", si cela doit être au prix de la suspension des libertés individuelles et collectives comme ont pris l'habitude de le faire ceux qui nous gouvernent.

Notre problème ce n'est pas la chasse aux terroristes qui relève d'un esprit policier, c'est sur le plan politique de neutraliser la classe dominante et ses représentants pour qu'ils cessent de nous pourrir la vie, donc renverser le régime en place, encore faut-il avoir la volonté ou le courage de l'affronter.

[Au royaume des aveugles l'Arabie saoudite et le Qatar n'étaient que des mirages dans le désert.](#)

- "On a fermé les yeux en Europe sur la progression des idées extrémistes" (Manuel Valls) - euronews.com 23.03

- Valls: "On a fermé les yeux sur la progression des idées extrémistes du salafisme" - AFP

Manuel Valls a estimé mercredi sur Europe 1 que "partout en Europe et aussi en France", "on a fermé les yeux" sur la progression des "idées extrémistes du salafisme". AFP

Mais pas en encaissant des chèques de leurs parains saoudiens, qataris...

[A qui profite le crime ? Suivez le guide.](#)

L'unité nationale a 17% de matière grasse ou crasse, le taux de popularité de Hollande...

- Hollande appelle à "l'unité nationale" face à la menace terroriste - AFP

Le président François Hollande a appelé mardi à "l'unité nationale" et au "rassemblement" face à la menace terroriste après "les lâches et odieux attentats" perpétrés à Bruxelles, estimant aussi que "c'est toute l'Europe qui est frappée" par ces attaques. AFP

Quand cela déclenche une crise chez un psychopathe...

- Attaques de Bruxelles : "Nous sommes en guerre", répète Manuel Valls - Francetv info

Les ministres concernés par la menace terroriste se sont réunis ce matin à l'Élysée autour de François Hollande. Francetv info

Vite des crédits supplémentaires...

- En France, des services débordés face à la menace - Liberation.fr

Au sein de l'antiterrorisme, l'heure est à la saturation. Les services n'établissent pas encore de lien entre les attentats de mardi et l'arrestation d'Abdeslam. Liberation.fr

... sans perdre de temps...

- La France muscle encore sa sécurité après les attentats de Bruxelles - AFP

Quatre mois après les attentats du 13 novembre, la France "en guerre" a manifesté mardi sa solidarité après les attentats meurtriers de Bruxelles et a renforcé ses mesures de sécurité avec le déploiement de 1.600 gendarmes et policiers supplémentaires. AFP

Etat de guerre perpétuel...

- Sécurité dans les transports : «L'un des dangers serait de baisser la garde» - Liberation.fr

Quelles mesures prendre pour réduire le risque terroriste dans les gares et les aéroports ? Le point avec François Bonhomme, sénateur et auteur d'un récent rapport sur la question. Liberation.fr

Etat policier renforcé...

- Attentats Bruxelles : Valérie Pécresse veut munir les transports franciliens d'équipement de sécurité - Public Sénat

Invitée de Preuves par 3 sur Public Sénat, Valérie Pécresse, présidente LR de la région Ile-de-France, a annoncé avoir demandé à Bernard Cazeneuve d' « accélérer » la mise en place d'équipement de sécurité dans les transports franciliens. Public Sénat

Devenons tous des barbares ! Au fait la vaccination sera gratuite ou payante ? Quelle question, connaissez-vous encore quelque chose de gratuit ?

- Hidalgo après les attentats: il faut "générer des anticorps" contre les actes barbares - AFP

Cette "société doit générer des anticorps" contre les "actes barbares" comme ceux survenus à Bruxelles, a indiqué mardi soir Anne Hidalgo en saluant la "foi dans la paix" du rassemblement des Voix de la Paix, à l'Hôtel de Ville. AFP

Parole d'un représentant de l'Europe qui soutient les néonazis ukrainiens, le régime turc qui abrite les barbares de Daesh qui se déversent en un flot continue depuis 5 ans sur la Syrie et l'Irak.

- Consigny - Tous unis contre la haine de l'Europe ! - LePoint.fr

La France et l'Europe doivent agir contre ce totalitarisme naissant qu'est la montée de l'islam radical, sans craindre le politiquement correct. LePoint.fr

Ils en ont trouvé un ou fabriqué un...

- Un homme arrêté pour un projet d'attentat «avancé» en France, annonce Cazeneuve - Liberation.fr

Les policiers de la DGSI ont effectué jeudi une «interpellation importante» qui a permis de «mettre en échec un projet d'attentat

en France conduit à un stade avancé», a annoncé Bernard Cazeneuve. Des perquisitions sont en cours à Argenteuil. Liberation.fr

Théâtralisation destinée aux faibles d'esprit.

- Hommage aux victimes de Bruxelles : bougies, fleurs et bière belge - euronews.com

La bière, je veux bien si elle est fraîche et gratuite...

La semaine de Kak : le dessin en réponse au terrorisme - L'Opinion

- Attentats à Bruxelles: Les Belges viennent dessiner à la craie leur hommage aux victimes - 20minutes.fr

Alors que la nuit tombe sur Bruxelles, les habitants ont ressenti le besoin de se retrouver tous ensemble sur la place de la Bourse... 20minutes.fr

- Dans le monde entier, des monuments éclairés aux couleurs de la Belgique - euronews.com

En hommage aux victimes des attentats de Bruxelles, à travers le monde, de nombreux monuments étaient éclairés mardi soir en noir, or et rouge, les couleurs du drapeau belge. C'est notamment le cas de la tour Eiffel, de la porte de Brandebourg à Berlin et la fontaine de Trevi à Rome. euronews.com

- Attentats de Bruxelles : le FBI va se rendre sur place - Francetv info

L'agence américaine justifie son déplacement par la présence d'Américains parmi les victimes des attentats de Bruxelles. Francetv info

Ils n'allaient pas le justifier autrement, quand on sait qu'ils sont les coorganisateur de la plupart des attentats commis aux Etats-Unis, 80% si j'ai bonne mémoire.

Attentats à Bruxelles: Les frères El Bakraoui étaient dans les fichiers anti-terroristes américains - 20minutes.fr

- Ils étaient identifiés aux Etats-Unis comme une « menace terroriste potentielle »... - 20minutes.fr

Ils ont fabriqué un monstre qu'ils ont ensuite lâché dans la nature ou sachant qu'à un moment donné il volerait de ses propres ailes ou il serait tenté d'agir pour son propre compte, et que par la suite ils commettraient des méfaits qui justifieraient la militarisation de la police et de la société. Connaissant ses intentions, ils n'auront aucun mal à le pister ou à retrouver sa trace pour l'éliminer le moment venu. Qui ne connaît pas encore ce scénario ?

Quelques autres infos.

- Réforme constitutionnelle: la déchéance quasi aux oubliettes, incertitude pour le reste - AFP

Le Sénat à majorité de droite vote solennellement mardi la révision constitutionnelle annoncée par François Hollande après les attentats du 13 novembre mais dans une version qui, de fait, scelle quasiment la fin de la déchéance de nationalité. AFP 24.03

Enfin, des bonnes nouvelles...

- Bolloré affiche un bénéfice 2015 en forte hausse (+ 134%. - ndlr) - AFP

- Hermès frôle le milliard d'euros de bénéfice net annuel - AFP

- Hermès: la marge opérationnelle s'élève à 31,8% en 2015. - Cercle Finance

C'est l'augmentation du smic que vous êtes en droit d'exiger....

Dépit... Leur propagande ne prend plus.

- Loi travail : à Paris, gros cortège et manif sauvage - liberation.fr

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont marché dans le pays ce jeudi, jour de la présentation du projet en Conseil des ministres. Une dernière répétition mouvementée avant la grosse mobilisation du 31 mars. liberation.fr 24.03

- Les Français restent massivement opposés à la loi El Khomri malgré sa réécriture - LExpress.fr

71% des Français sont opposés à la réforme du travail de Myriam El Khomri selon un sondage Odoxa, pour France Info et Le Parisien. Les changements apportés au projet de loi, qui doit être adopté ce jeudi en conseil des ministres, n'ont donc rien changé à l'état de l'opinion. En effet, le nombre de citoyens se déclarant opposés à la loi était du même niveau début mars (70%). LExpress.fr 24.03

C'est con ! Imaginez un peu que le même phénomène se produise quand vous réécrivez l'histoire, hein ? Ah ben cela en serait fini du régime !

Le chômage bondit en février - Libération.fr

Après avoir baissé au mois de janvier (-27 900), le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans aucune activité) a bondi en février (+ 38 400), pour atteindre le chiffre record de 3,59 millions (3,85 millions avec les Dom). Un chiffre en progression de 1,1 % sur un mois et de 2,5 % sur un an. En incluant les catégories B et C (activité réduite), la hausse est largement amortie (+ 3 100 inscrits), pour un nombre total de chômeurs de 5,46 millions (5,76 millions avec les Dom). Libération.fr 24.03

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mars 2016

CAUSERIE

Comment dit-on déjà, bienvenue aux Bisounours. Descartes disait : je pense donc je suis, c'est un peu court tout de même, non ? Sans boussole vous risquez de déperir rapidement, et ne comptez pas sur dieu pour vous guider ou vous en sortir, nos dirigeants je voulais dire...

Poussons la réflexion un peu plus loin si vous le voulez bien. Attention, c'est un exercice périlleux ou qui n'est pas sans risque ! Parfois déstabilisant, contraignant, déplaisant, etc... mais ô combien salutaire. En forme ? En pleine forme, remonté à bloc !

Quelques réflexions politiques

1- Chacun sait pertinemment à quoi s'en tenir, puisque nous avons accès aux mêmes informations.

Cela devrait suffire à condamner définitivement le capitalisme ou le régime en place, encore faudrait-il s'en tenir simplement aux faits, qui de plus en plus souvent au regard des données disponibles ne nécessitent aucune interprétation ou analyse pour en comprendre la nature, l'objet ou la portée, à qui ils profitent et au détriment de qui ou de quoi.

Sauf que voilà, les choses seraient beaucoup trop simples si chacun s'en tenait à ce constat et en tirait les enseignements pratiques qui s'imposent, rompre avec le capitalisme et ses institutions, aussi chacun s'emploiera-t-il à y ajouter sa petite touche individuelle selon ses dogmes qui dénatureront les faits au point de les rendre incompréhensibles et inexploitable, donc empêchera en dernier lieu d'en tirer des leçons et ainsi de suite.

C'est ainsi que des faits accablants pour le capitalisme, ses institutions, les partis qui lui sont inféodés, tous les acteurs politiques qui le soutiennent, qui permettraient d'en déterminer la nature exacte ou de se faire une idée précise sur leurs réelles intentions, sont détournés ou pour ainsi dire vidés de leur contenu.

Autrement dit, les connaissances et les outils logiques que l'on a acquis deviennent des obstacles à la compréhension de la situation, ou sont mis au service d'une autre cause que celle pour laquelle on prétendait combattre, en s'écartant de plus en plus de l'objectif politique qu'on s'était fixé jusqu'à le perdre de vue pour ne pas l'avoir eu en permanence à l'esprit.

A l'étape suivante pour justifier son interprétation des faits qui tient plus de l'idéologie ou du discours doctrinal, il faudra les maquiller, les tronquer, les sélectionner minutieusement en écartant ceux qui nous gênent, les triturer au moyen d'amalgames excentriques, de rapprochements hors de propos, de comparaisons douteuses, de figures de style incohérentes, bref, on en arrivera au point où chaque fait ayant fait l'objet d'un tel traitement contribuera à forger une interprétation si éloignée de la réalité et destinée à se substituer à elle, de sorte qu'on aura l'impression qu'il existait une multitude d'interprétations possible donnant lieu à des désaccords et des polémiques à n'en plus finir, alors qu'en réalité il n'en existait que deux possibles, celle définie par le régime conformément à ses besoins et celle de ses opposants, ses véritables opposants et non les charlatants qui se présentent comme tels sous de fausses étiquettes.

S'en tenir aux faits est devenu un exercice inaccessible à la plupart des militants gangrenés par l'idéologie de la classe dominante, parce qu'ils ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique qu'ils confondent avec les sophismes que leur servent leurs dirigeants...

2- La dégénérescence du régime n'épargne aucun parti politique.

Peut-on être contre Maastricht, combattre pour la rupture avec l'euro, la BCE, l'UE, et soutenir Schengen qui était le pendant administratif et judiciaire, policier, de l'extension militaire de l'OTAN sous le commandement de l'impérialisme américain, comme le font la totalité des partis du mouvement ouvrier ?

Peut-on soutenir l'opération téléguidée par l'OTAN, donc les Américains, qui a consisté à se servir de la Turquie à la fois comme base arrière des barbares de l'Emirat islamique et camp de réfugiés syriens destinés à se déverser le moment voulu sur les pays dominant de l'UE pour les déstabiliser ou les livrer au chaos et au cauchemar du terrorisme, afin qu'ils adoptent des lois liberticides similaires à la législation américaine, augmentent leurs dépenses militaires et en matière de sécurité avec le soutien de leur population ?

Il n'y a rien d'étonnant à ce que ceux qui soutiennent Schengen, soutiennent également le flot de réfugiés qui se déversent sur l'Europe, qui n'avait rien de spontané ou de naturel dans la mesure où c'était l'OTAN par l'intermédiaire de la Turquie qui l'avait minutieusement orchestré. Schengen a surtout permis de légaliser le dumping social au sein de l'UE, et de favoriser l'immigration clandestine qui devait de manière limitée profiter au patronat, les Allemands en étaient si friands qu'Erdogan crut bon d'exhausser leur vœu au-delà de leurs attentes en rendant cette immigration légale et quasi hors contrôle, au point d'embarrasser les autorités allemandes et d'autres pays de l'UE déjà en proie à une grave crise sociale qu'ils peinent à maîtriser, pour en arriver à boucler leurs frontières ou à procéder à des expulsions.

Bien entendu, le chaos ainsi créé devait profiter à l'extrême droite, aux thèses racistes et xénophobes, à diviser les travailleurs, à accroître la concurrence entre eux, la pression au chantage du chômage qui pesait déjà sur eux, à monter le mouvement ouvrier embourgeoisé atteint de tiers-mondiste attardé contre les préjugés des masses, coupables à leurs yeux une fois de plus de ne pas marcher dans la combine de l'OTAN ou des Américains, accusées d'être égoïstes, alors qu'elles ne pensaient instinctivement qu'à leur survie déjà gravement menacée par la politique d'austérité du gouvernement, préoccupation étrangère à leurs procureurs qui disposent encore d'un mode de vie relativement confortable ou dont ils se satisfont à défaut de combattre pour renverser le régime en place.

Une nouvelle fois l'aveuglement ou le dogmatisme auront eu raison du mouvement ouvrier qui s'est dressé contre l'immense majorité des travailleurs qui se retrouvent abandonnés à leur triste sort ou poussés dans les bras de l'extrême droite prête à les broyer. Dans ces conditions, n'attendez rien de la journée d'action du 31 mars prochain, ni même dans l'avenir à court ou à moyen terme, il n'en sortira rien de bon pour les travailleurs, sauf pour ceux qui croient encore aux miracles.

Maintenant, il ne faudrait pas confondre aller à contre-courant des masses égarées emboitant le pas à leur gouvernement ou qui par ignorance oeuvrent inconsciemment à leur propre perte, contre leurs propres intérêts de classe qu'elles confondent avec ceux de leur ennemi, ce qui est parfaitement légitime du point de vue du socialisme ou sur un plan historique, puisque suivre les masses conduirait à leur perte définitive ainsi que celle de l'humanité toute entière, et défendre une politique qu'elles rejettent parce qu'elles ont conscience qu'elle va à l'encontre de leurs intérêts, sous prétexte qu'elle coïnciderait avec un principe internationaliste sans tenir compte qu'il est instrumentalisé par Erdogan qui s'en réclame, est condamnable.

Là en l'occurrence, le mouvement ouvrier ne va pas à contre-courant des masses pour défendre leurs intérêts, mais pour mieux les livrer pieds et mains liés à leurs bourreaux. Pourquoi s'en étonner, vous attendiez-vous à autre chose de la part de ses dirigeants? Curieux, à croire que personne ou presque n'a tiré les enseignements de la lutte de classe du XXe siècle. Franchement, une telle naïveté et un tel manque de rigueur de quoi vous inquiéter pour l'avenir. Si certains se demandaient encore jusqu'à quel point la majorité des militants pouvaient se laisser manipuler, vous avez là la réponse, il n'y a pas de limite en vérité. C'est effrayant, n'est-ce pas ? Rappelez-vous les différentes phases par lesquelles le prolétariat allemand est passé dans les années 20-30 au siècle dernier, ensuite plus rien ne devrait vous surprendre ou vous stupéfier.

Ceci justifie si nécessaire la construction d'un parti sur la base des principes du marxisme et du léninisme, ce que contestent les mêmes dirigeants et les mêmes militants, normal puisqu'ils leur sont étrangers ou ils sont incompatibles avec les

positions politiques qu'ils adoptent dont on ne sait sur quoi ou sur quelle théorie elles reposent à part ce qu'on a évoqué plus haut, à savoir céder à la pression de l'idéologie dominante.

Cela ne vous étonnera pas non plus, que nos dirigeants aient adopté les versions officielles du 11 septembre 2001 aux attentats qui viennent de se produire en Belgique, vous pouvez même remonter plus loin jusqu'au début du XXe siècle.

Comme dirait l'autre, on peut se tromper une fois, deux fois, trois fois, mais quand cela devient systématique, vous admettez que cela ne peut pas être dû au hasard ou à une quelconque faiblesse temporaire, c'est forcément intentionnel ou alors, on avait à faire à des gens aux capacités intellectuelles réduites ou défectueuses, qui par conséquent ne pouvaient pas être à la hauteur de leurs responsabilités.

[Une non-information parmi des milliers d'autres qui vous font perdre votre temps.](#)

Le titre :

- Plus fort recul des profits des entreprises américaines depuis 2008 - La Tribune

Ah ben alors, ce serait bien le début de la fin ! Pas du tout.

Dernier paragraphe :

- Toutefois, avec le ralentissement de la hausse du dollar depuis le début de l'année et le rebond des cours du brut, les bénéfices des sociétés sont attendus en hausse. La Tribune 25.03

On se disait aussi, ouf !

Que faire alors ? Cesser de traiter l'information au quotidien, la saisir mais ne l'analyser que quelques jours plus tard ou davantage.

[Ils sont bien sur la même longueur d'onde.](#)

Erdogan tient le même discours que les médias alternatifs (voir la causerie d'hier) et que certains soit-disant anticapitalistes.

- "Des gouvernements incompetents" : la charge de la Turquie après les attentats de Bruxelles - euronews.com

La Belgique ne connaissait pas les raisons de l'expulsion d'Ibrahim El Bakraoui de Turquie. Le pays est sur la défensive depuis qu'Ankara l'accuse d'avoir ignoré un avertissement concernant ce suspect des attentats. euronews.com

NPA - Attentats à Bruxelles: solidarité avec les victimes, vigilance démocratique.

(Communiqué de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, section belge francophone de la Quatrième Internationale) du mardi 22 mars 2016)

Un amalgame dans le plus pure style de la propagande américaine ou de l'OTAN :

- " ... après un nouvel attentat meurtrier à Istanbul et un bombardement russe sur Raqqa en Syrie, qui a fait des dizaines de morts parmi les civils, nous constatons une fois de plus qu'on ne combat pas la terreur en bombardant le peuple syrien, en soutenant des régimes dictatoriaux..."

Vous aurez compris que l'assassinat aveugle de dizaines d'innocents par les barbares de l'Emirat islamique dans un pays en pays, la Belgique, et que le bombardement des positions de ces barbares dans un pays auquel ils ont déclaré la guerre (Syrie ou Irak) et qui peut se solder par la mort de victimes civiles innocentes, c'est du pareil au même.

Mettre sur le même plan ou traiter de la même manière des événements qui se produisent dans un pays en paix et dans un pays occupé ou en guerre, relève de la manipulation des faits, dès lors qu'on fait abstraction d'un ensemble de facteurs qui les distinguent. C'est l'oeuvre de démagogues ou populistes.

Voilà à quelle ignominie on arrive quand on a troqué son esprit critique au profit de la propagande officielle dont on devient de fait un relais, un agent.

- "... la LCR entend honorer les victimes en plaidant pour un changement de cap radical vers une politique sociale généreuse, basée sur la solidarité, les libertés démocratiques et la lutte contre les inégalités, chez nous et dans le monde. C'est par la vie que l'on combat une politique de mort."

On atteint là le niveau zéro de l'analyse politique.

Cela dit, leur discours politique présente un contenu et une signification politique précis qu'il faut caractériser, qui consiste à faire croire que l'existence du régime serait compatible avec la mise en oeuvre d'"une politique sociale généreuse" pour peu que les travailleurs se mobilisent, autrement dit le régime ne serait pas condamné à la faillite, il disposerait encore des moyens de satisfaire les besoins des travailleurs, bref, il aurait encore de beaux jours devant lui.

Voilà qui est conforme aux réelles intentions ou aux réels objectifs politiques de ces imposteurs.

[L'idéal du pouvoir absolue partagé par les féodaux, les monarques, les oligarques, ainsi que leurs créatures monstrueuses.](#)

- Qu'ont en commun les djihadistes avec les «obscurantistes moyenâgeux»? - Slate.fr

Pourquoi, hier comme aujourd'hui, des personnes décident de vivre, mourir et tuer pour Dieu? Slate.fr 25.03

[C'était un assassinat.](#)

- Sivens : Rémi Fraise aurait eu les mains en l'air quand il a été tué - LeMonde.fr

Selon de nouveaux témoignages, le militant écologiste mort en octobre 2014 sur le site du barrage de Sivens demandait aux gendarmes de cesser les tirs lorsqu'il a été tué. LeMonde.fr

[Soyez Charlie avec l'OTAN, l'UE, Erdogan et Hollande.](#)

- Turquie : la liberté de la presse sur le banc des accusés - euronews.com

Le procès de deux journalistes turcs anti-Erdogan s'est ouvert à Istanbul. Un procès qui questionne sur la liberté de la presse.

Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien d'opposition Cumhuriyet, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont poursuivis pour un article accusant leur pays d'avoir livré des armes aux rebelles islamistes syriens.

"Ils ont essayé de tout faire pour cacher la situation, explique le journaliste Can Dündar. Et aujourd'hui comme la cour l'a dit, "nous sommes venus ici pour juger, pas pour être jugé." Et comme ils ne voulaient pas que ce jugement soit public, ils ont décidé qu'il se tiendra à huis clos."

Erdem Gül rajoute qu'"ils risquent la prison à vie parce qu'ils ont fait leur travail. Nous allons défendre la liberté de la presse", dit-il.

Les deux collègues ont été libérés en février après trois mois de détention provisoire, la Cour constitutionnelle jugeant leur emprisonnement illégal. Vidéo à l'appui, les journalistes avaient accusé les services de renseignement turcs d'envoyer des camions bourrés d'armes aux islamistes. L'article avait provoqué la fureur du président Erdogan : c'est pour cela qu'ils sont accusés d'espionnage et tentative de coup d'Etat. euronews.com 25.03

[C'est pas ici, je m'en tape !](#)

- Irak: au moins 30 morts dans un attentat suicide revendiqué par l'EI - AFP

Au moins 30 personnes ont été tuées vendredi dans un attentat suicide revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), après un match de football dans un village au sud de Bagdad. AFP

- Yémen: 22 morts dans trois attentats suicide revendiqués par l'EI - AFP

Trois attentats suicide à la voiture piégée revendiqués par le groupe Etat islamique (EI) ont fait au moins 22 morts vendredi à Aden, ville du sud du Yémen où règne l'insécurité. AFP

Ils font des bulles...

- Crédit auto américain : un nouveau risque de "subprime" ? - latribune.fr

L'agence de notation financière Fitch s'est officiellement inquiétée de l'état des encours des prêts automobiles. Elle juge que les créances à risque sont particulièrement élevées et font courir un risque majeur sur le secteur bancaire américain. Mais le statu quo monétaire vers lequel semble se diriger la Réserve fédérale américaine pourrait limiter les dégâts.

Le système bancaire américain serait-il menacé par le syndrome "mêmes causes, mêmes effets" ? L'agence de notation financière Fitch s'est en tout cas inquiétée, dans une note, de l'envolée des prêts automobiles aux États-Unis qui atteindraient 1.060 milliards de dollars, alors qu'ils ne pesaient que 700 milliards de dollars fin 2010. Elle estime que l'encours à risque concernerait 20% du total (soit près de 220 milliards de dollars) et que près de 5% des prêts présentent déjà des retards de remboursements supérieurs à 60 jours, soit un soit un taux jamais enregistré depuis septembre 2009 au faite de la crise financière. Fitch juge que ce taux pourrait approcher le seuil des 10% d'ici la fin de l'année.

Des achats financés à crédit

La chute des cours du pétrole a poussé les ménages américains à acheter une voiture et les taux d'intérêt extrêmement attractifs les ont encouragés à passer par un crédit. Les taux en vigueur actuellement oscillent autour de 4% soit moitié moins que son niveau d'avant-crise.

Ces facilités de financement ont d'ailleurs été un moteur pour le marché automobile américain qui est revenu à son niveau d'avant-crise bien avant le marché européen. Il faut dire que le taux de pénétration des financements bancaires a atteint 85% des achats automobiles en 2014 tandis qu'il ne représentait que 74% des achats en 2009.

Déjà début 2015, les analystes avertissaient contre un emballement des prêts à risque. Khalid Aït-Yahia, économiste à la Coface, expliquait alors à La Tribune :

"L'inquiétude, c'est que, en 2014, quatre nouveaux prêts sur dix étaient classés subprimes, c'est-à-dire que l'emprunteur présente un risque de défaut non négligeable".

Paul Chollet, également économiste à la Coface, abondait en s'inquiétant des effets d'un resserrement monétaire :

"Avec la volonté de la Réserve fédérale américaine d'augmenter ses taux d'intérêt, on peut craindre que les taux réels de ces prêts puissent augmenter de 3 à 4 points sur cette période", nous expliquait-il alors.

Ce qui aurait comme conséquence d'augmenter les mensualités de remboursement des ménages. L'attitude déterminante de la Réserve fédérale

Et depuis, la Réserve fédérale américaine est effectivement passée à l'action en enclenchant en décembre 2015 une première hausse de 0,25 point de ses taux. Fitch constate que cette perspective avait été anticipée par les banques qui tentent de se débarrasser de leurs créances douteuses en les titrisant... Ce qui n'est pas sans rappeler la crise des subprimes en 2007.

Pour Stéphanie Villers, économiste chez Humanis, il n'y a pas de quoi s'alarmer : "la Fed devrait conserver le statu quo sur l'ensemble de l'année, et au-delà son objectif est un taux d'intérêt de 1,25% ce qui est très faible. En résumé, le contexte devrait rester très favorable aux emprunteurs", explique-t-elle à La Tribune.

Cela permettrait de ne pas accentuer la pression sur la capacité de remboursement des consommateurs.

En revanche, il est à craindre que les banques décident d'être plus sélectives dans les octrois de prêt, ce qui impacterait inmanquablement l'industrie automobile américaine, et potentiellement créer une réaction en chaîne. Une chose est sûre, désormais, les investisseurs vont regarder de plus près cette donnée maintenant que Fitch s'en est publiquement inquiétée... latribune.fr 25.03

A retenir.

- La Fed prête aux banques à un taux d'intérêt proche de zéro (0,25%), qui à leur tour prêtent cet argent à des Américains à 4% ou davantage, soit un profit de 400%.

- Avec 1.060 milliards de dollars les prêts automobiles aux Etats-Unis atteignent le niveau des prêts accordés à des étudiants. Pour les prêts immobiliers il faut rajouter au moins un zéro...

- Un travailleur est exploité par tous les bouts. Cela commence lorsque son patron lui extorque une partie de sa force de travail ou la plus-value qu'il a produite, cela continue sous la forme d'impôts et taxes diverses (amendes aussi) qui ne serviront pas à améliorer son quotidien, et pour couronner le tout il se fait racketter par les banques ou les organismes de crédit auxquels il restitue sous la forme d'intérêts une partie de la plus-value qui lui a été versée au titre de son salaire.

[Haut de page ↗](#)